

**Les partis de défense paysanne
dans les pays de l'Europe germanique
Étude politologique historique et comparative**

THOMAS LANDWEHRLÉN

Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence



Institut de Ciències Polítiques i Socials
Adscrit a la Universitat Autònoma de Barcelona

WP núm. 276
Institut de Ciències Polítiques i Socials

Barcelona, 2009

L'Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS) [Institut des Sciences Politiques et Sociales] est un consortium créé en 1988 par la Diputació [Conseil général] de Barcelone et l'Universitat Autònoma [Université Autonome] de Barcelone, cette dernière institution étant celle à laquelle il est attaché à des effets académiques.

“Working Papers” est l'une des collections publiées par l'ICPS, spécialisée dans la publication –dans la langue originale de l'auteur– de travaux en élaboration d'investigateurs sociaux, dans le but de faciliter leur discussion scientifique.

Leur inclusion dans cette collection ne limite pas leur postérieure publication par l'auteur qui préserve l'intégrité de ses droits.

Ce travail ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'auteur.



Edición: Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS)
Mallorca, 244, pral. 08008 Barcelona (Espanya)
<http://www.icps.cat>

© Thomas Landwehrlen

Dessin: Toni Viaplana

Imprimerie: a.bís

Travessera de les Corts, 251, entr. 4a 08014 Barcelona

ISSN: 1133-8962

DL: B-21.921-09

Le politiste allemand Hans-Jürgen Puhle, dans un article écrit dans les années soixante-dix et intitulé “Pourquoi n’y a-t-il point de partis paysans en Europe de l’Ouest?”¹, soulignait que la *westliche Mitteleuropa*, cet espace géographique correspondant à ce que René Clozier appelait l’“Europe centrale germanique”², constituait une zone de l’entre-deux du point de vue de l’accomplissement partisan des mouvements de défense rurale. Situées entre les pays latins, qui ne connurent à proprement parler aucun parti sociétal-territorial avant la timide apparition des formations écologistes, et les pays dits “d’Europe centrale et orientale”, dans lesquels évoluent encore parfois aujourd’hui de puissants partis paysans, les contrées germaniques présentent en effet la particularité d’avoir été marquées par une institutionnalisation partielle du clivage marché/nature³. Jusqu’au réalignement dans les années quatre-vingt-dix de l’UDC suisse –parti dont la progression électorale fut spectaculaire dès lors que ses prises de position eurent rejoint celles des formations nationales-populistes–, les partis paysans des pays de langue allemande ont de fait toujours été caractérisés par une implantation territoriale limitée, une forte tendance à la fragmentation régionale, ainsi que par des performances électorales modestes. De la sorte, ils sont souvent délaissés par les rares politistes qui s’intéressent aux formations de défense rurale, lesquels préfèrent d’ordinaire se focaliser sur les partis paysans scandinaves et baltes, notamment en raison de la plus grande influence exercée par ces derniers sur la vie politique présente et passée de leur pays⁴. Les partis défendant les intérêts des acteurs économiques du monde rural constituèrent pourtant jadis des forces politiques non négligeables dans plusieurs régions d’Allemagne, d’Autriche et de Suisse –comme par exemple en Bavière, en Carinthie ou dans le canton de Berne–, et eurent de surcroît plusieurs représentants dans les gouvernements fédéraux de ces mêmes pays. Aussi, afin de contribuer à une meilleure connaissance des partis paysans des pays de l’Europe germanique, nous exposerons ci-après sur un mode diachronique leur naissance et leur devenir historique,

puis tenterons de déterminer, dans une optique comparatiste, quelles sont leurs spécificités communes et les déterminants causaux de leur émergence dans cette partie du continent européen.

Naissance et devenir des partis paysans dans les contrées de l'Europe germanique

La Suisse alémanique⁵

Les premières manifestations partisans du clivage marché/nature remontent en Suisse à la dernière décennie du dix-neuvième siècle, lorsque furent créées, dans plusieurs cantons alémaniques, des ligues de défense paysanne (*Bauernbünde*) dénonçant tout à la fois le caractère corrompueur du monde urbain, l'esprit de ratiocination des "gratte-papiers" administratifs, ainsi que l'incapacité des forces politiques existantes à préserver les campagnes des effets destructeurs de l'industrialisme moderne. Fondée en 1891 par Konrad Keller, un agriculteur traditionaliste de la vallée de la Glatt ayant appelé à l'organisation politique des paysans dans un opuscule de 1889⁶, la première de ces ligues fut active dans le canton de Zurich, où elle exigea notamment des taxes douanières protectionnistes, des mesures contre l'endettement agricole, des allègements fiscaux pour les paysans, ainsi que la diminution du nombre de fonctionnaires⁷. La plus influente des ligues fut cependant celle de Bâle-Campagne, fondée en 1892, au sein de laquelle le grutléen Stefan Gschwind réussit un temps à unir petits paysans et ouvriers sur la base d'une idéologie à connotation socialiste⁸. Insistant sur le fait que seulement 10% des membres du Conseil national étaient issus de la paysannerie, alors même que celle-ci comptait pour 25 à 30% de la population du pays, certaines des *Bauernbünde* firent part de leur intention de s'opposer aux forces politiques en place, et notamment aux radicaux-démocrates, y compris en présentant des candidats contre eux aux élections. Ces proto-partis, rapidement victimes de divisions internes, n'eurent cependant aucunement l'occasion de concrétiser leur dessein, dans la mesure où l'enthousiasme que leur création suscita auprès des petits exploitants agricoles se reporta rapidement sur le très efficace *Schweizerische*

Bauernverband (SBV), grand groupe de pression apolitique fondé en 1897, et dont le principal objectif était de défendre les intérêts matériels des cultivateurs en tentant d'influencer directement les décisions des conseillers fédéraux et membres des gouvernements cantonaux. Sous l'impulsion de Johann Jenny, son président, et surtout d'Ernst Laur, son secrétaire général, l'Union suisse des paysans réussit en effet en quelques années à développer ses activités dans la plupart des cantons de langue allemande, et contribua dès le tournant du siècle à l'adoption de plusieurs textes législatifs favorables aux acteurs professionnels du monde rural. En 1903, date à laquelle les *Bauernbünde* avaient déjà largement périclité, son engagement joua par ailleurs un rôle crucial dans l'adoption par référendum d'une législation protectionniste, de sorte que son influence au sein des campagnes l'emporta temporairement sur celle de toute autre formation de défense paysanne⁹.

Bien que sa création compromit probablement la constitution d'un premier parti agrarien, l'Union suisse des paysans contribua paradoxalement à en renforcer les conditions d'émergence. Grâce à ses actions, elle sensibilisa en effet progressivement la paysannerie aux débats économiques du moment, lui faisant par ailleurs prendre conscience du fait que ses conditions économiques d'existence n'étaient propres qu'à elle-même, et ne pouvaient donc être défendues que dans le cadre d'un rapport conflictuel avec les autres groupes sociaux. En termes marxistes, l'organisation d'Ernst Laur fit ainsi d'une "classe en soi" une "classe pour soi"¹⁰. Il ancrâ de surcroît chez les exploitants agricoles l'idée selon laquelle l'action organisée pouvait modifier la réalité existante, présumé indispensable à l'investissement dans le champ politique¹¹. Aussi, lorsque la production laitière fut confrontée entre 1912 et 1914 à une importante crise de débouchés, et que de nombreux produits agricoles virent par suite leur cours s'effondrer, plusieurs groupements de paysans de la vallée de l'Emme et du Plateau suisse remirent spontanément au goût du jour l'idée de fonder un parti agrarien, et ce en arguant du fait que les partis représentés à l'Assemblée fédérale, et notamment le Parti radical-démocratique (PRD) pour lequel ils avaient jusque-là voté en majorité, ne

se préoccupaient pas assez de leur sort. L'augmentation subite du prix des produits agricoles consécutive au déclenchement de la Première Guerre mondiale amena certes les groupements paysans du Moyen-Pays à délaisser temporairement cette idée, mais celle-ci fut remise à l'honneur en 1917 lorsque les exploitants agricoles, désormais soupçonnés par les socialistes et les groupements de consommateurs de profiter de la guerre pour s'enrichir honteusement, estimèrent ne pas recevoir du PRD, ni des autres partis traditionnels, la reconnaissance et le soutien qu'ils pensaient leur être dus. Lors du congrès de la Fédération bernoise des coopératives agricoles qui eut lieu en novembre 1917, Rudolf Minger, un riche agriculteur ayant présidé en 1909 la coopérative agricole de Schüpfen¹², proposa ainsi solennellement de créer un parti de défense du monde rural pleinement indépendant du PRD, ce qui lui valut les applaudissements nourris de l'auditoire. Ce dernier, qui avait craint peu de temps auparavant que Johann Jenny, mis en ballottage dans sa circonscription, ne puisse retrouver son siège au Conseil national, retint la proposition de Minger, et chargea le conseil exécutif de la Fédération d'entreprendre les négociations nécessaires pour donner naissance au niveau cantonal à un tel parti. Au même moment, l'Association agricole zurichoise, prenant acte de l'adoption par référendum d'un mode de scrutin proportionnel pour l'élection de la future diète de Zurich, décida quant-à elle de donner promptement naissance à un premier parti agrarien suisse, le *Zürcherische Bauernpartei*, et ce afin de participer aux élections cantonales de l'été 1918. Le Parti zurichois des paysans remporta à leur occasion une victoire électorale inattendue, obtenant 45 sièges au parlement cantonal sur un total de 223. Il forma de la sorte la fraction parlementaire la plus importante numériquement après celle des socialistes¹³.

Après dix mois d'intenses débats entre, d'une part, les membres de l'aile agrarienne du PRD (qui, à l'instar de Freiburghaus et Jenny, prônaient la constitution d'un grand groupe de pression paysan lié politiquement au parti majoritaire à l'Assemblée fédérale) et, d'autre part, les dirigeants souvent plus jeunes des coopératives et organisations paysannes bernoises (lesquels, comme Siegenthaler et Hämmerli, appelaient de leurs

vœux la création d'un parti agrarien autonome conformément au projet de Minger), le second parti suisse de défense du monde rural fut finalement créé à Berne en septembre 1918 sous le nom de *Bernische Bauern- und Bürgerpartei*. Contrairement au parti paysan zurichois, cette nouvelle formation refusa toutefois de médiatiser les seuls intérêts de la paysannerie, ce qui l'amena à se présenter comme l'organe de défense de l'ensemble de la population rurale et semi-rurale. Dès sa création, il prit ainsi en compte les intérêts matériels des artisans, commerçants et domestiques travaillant dans les campagnes, mais aussi ceux de la petite bourgeoisie résidant en agglomération, comme l'indique d'ailleurs le recours au terme *Bürger*. Celui-ci, comme le mot *polgar* de la langue magyare, peut être indifféremment traduit en français par *citadin*, *bourgeois* ou *citoyen*. Comptant près de 40.000 membres en décembre 1919, dont 16% de commerçants¹⁴, le Parti bernois des paysans et bourgeois se profila d'ailleurs de plus en plus comme le parti des classes moyennes du canton, et ce sous l'impulsion de Rudolf Minger qui estimait que le petit commerce et l'industrie de proximité étaient tout autant menacés par le gigantisme industriel et le grand capital que la paysannerie, et donc que les acteurs de ces trois domaines d'activités devaient unir leurs forces. Leur rapprochement fut pleinement consacré en 1922, lorsque le parti, qui obtint le soutien de plusieurs cadres du PRD et du Parti libéral, transforma son nom en *Bernische Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei* (BGB), dénomination souvent traduite en français par *Parti bernois des Paysans, Artisans et Bourgeois* (PAB). Cette alliance des classes moyennes permit à la formation de Minger de devenir le parti majoritaire au sein de la diète cantonale de Berne, et le fit apparaître comme une force politique d'avenir aux yeux de plusieurs petits partis en déclin. Les conservateurs protestants bernois, dont le père spirituel, Ulrich Dürrenmatt, était décédé depuis 1908, et dont le principal parti, le *Bernische Volkspartei*, devenait de plus en plus groupusculaire, décidèrent ainsi de rallier le BGB en 1922, apportant à celui-ci un certain nombre de clercs susceptibles de masquer l'absence d'intellectuels organiques en son sein¹⁵.

La création du parti agrarien bernois en 1918 fut suivie, dans la plupart des cantons du Plateau suisse, par la naissance de nombreuses autres formations de défense paysanne. Le mouvement agrarien essaima ainsi en Argovie en 1920, dans le canton de Vaud en 1921, ou encore dans le demi-canton de Bâle-Campagne en 1925. Il ne réussit cependant à s'enraciner véritablement que dans les cantons alémaniques, les paysans de la Suisse latine n'ayant guère changé leur habitude de vote là où leur fut pourtant offerte la possibilité d'apporter leur suffrage à une formation agrarienne. De même, aucun parti de défense paysanne ne parvint vraiment à s'imposer dans les campagnes catholiques. Dans ces dernières, l'opposition traditionnelle entre libéraux et conservateurs démocrates-chrétiens continua en effet à prévaloir. De la sorte, les partis de défense du monde rural constituèrent en Suisse –du moins jusqu'en 1971– une sorte d'idiosyncrasie politique caractéristique des cantons alémaniques protestants du Plateau suisse. Leur assise territoriale limitée ne les empêcha toutefois pas d'obtenir d'honorables scores à l'occasion des élections législatives fédérales, et ce dès 1919. Cette année-là, les partis paysans obtinrent 15,6% des voix à l'échelle du pays, et, en vertu du nouveau mode de scrutin proportionnel utilisé pour la désignation des députés fédéraux, 29 sièges au Conseil national. Le BGB, qui recueillit 46,3% des suffrages dans le canton de Berne, en obtint seize à lui seul¹⁶.

Rassemblés au Conseil national au sein de la fraction des Paysans, Artisans et Bourgeois, fraction créée en 1919 et dominée par le BGB bernois, les députés des différents partis agrariens cantonaux développèrent dans leur majorité une idéologie basée sur les valeurs communautaires de la paysannerie, et cherchèrent à promouvoir une troisième voie entre le libéralisme manchesterien et le socialisme d'inspiration marxiste. Prônant une politique protectionniste, appelant de leurs vœux une meilleure scolarisation de la population rurale, et dénonçant la transformation de la terre en un simple bien marchand, ils firent cause commune avec la droite en matière de défense du patrimoine et de lutte contre les monopoles étatiques¹⁷, tout en s'alliant à la gauche lorsqu'il s'agissait de brider les effets destructeurs de l'économie de

marché et d'instaurer une redistribution plus équitable des revenus primaires entre les différentes catégories sociales. Les députés agrariens partagèrent également, à partir du milieu des années vingt, une même rhétorique ruraliste consistant à stigmatiser les valeurs attachées au monde urbain industrialisé, et à magnifier au contraire les modes de vie paysans jugés plus en harmonie avec la nature. Absente du programme de 1918 du BGB bernois, cette célébration de la vie rustique nourrie d'appels à la nostalgie agreste trouve en fait son origine dans la pensée traditionaliste d'Ernst Laur, du moins telle qu'il l'exprima en 1918 dans son ouvrage intitulé *La politique agraire suisse à la lumière d'une plus haute conception de la vie*¹⁸. Les partis agrariens suisses comptant peu d'intellectuels parmi leurs cadres, ces derniers puisèrent en effet nombre de leurs conceptions dans la pensée d'hommes lettrés n'appartenant pas à leur mouvement politique, et en particulier dans celle du secrétaire général de l'Union suisse des paysans. La pensée de celui-ci présentait la particularité de combiner l'héritage idéologique du pré-romantisme rousseauiste, du légitimisme traditionaliste contre-révolutionnaire, ainsi que de la mystique "*Blut und Boden*" venue d'Allemagne. C'est d'ailleurs en grande partie aux idées conservatrices et ruralistes de Laur que l'on doit le progressif primat accordé par les agrariens bernois aux idées anti-modernistes.

Entrés en force au Conseil national en 1919, les partis de défense rurale améliorèrent leur audience électorale dans les années qui suivirent, ce qui leur permit d'obtenir des postes ministériels dans plusieurs gouvernements cantonaux. Lors des élections législatives fédérales de 1922, ils recueillirent près de 17,5% des voix à l'échelle du pays, de sorte que le nombre de conseillers nationaux membres de la fraction des Paysans, Artisans et Bourgeois passa de 31 à 35¹⁹. La dynamique ascendante que connurent les formations agrariennes s'enraya cependant dès 1923, année durant laquelle elles connurent une nette régression du nombre de leurs adhérents. Ayant pris conscience que l'engagement politique, y compris sous sa forme minimale, impliquait un investissement à la fois en termes d'argent et de temps, des centaines de paysans bernois

commencèrent notamment à quitter les rangs du BGB, rangs qu'ils avaient pourtant rejoints avec enthousiasme entre 1918 et 1920. Le mouvement se poursuivit durant les deux années suivantes, si bien que le parti de défense rurale bernois compta en décembre 1925 près de 40% de membres en moins qu'en décembre 1919. Le "péril rouge" apparaissant par ailleurs moins menaçant, la petite bourgeoisie rurale, qui après la grève générale de novembre 1918 avait apporté son soutien aux partis paysans en estimant qu'ils constituaient le plus sûr rempart contre le socialisme, reprit progressivement ses habitudes de vote antérieures. Cela se traduisit par un affaiblissement électoral du camp agrarien. Ainsi, lors des élections fédérales de 1925, le BGB n'obtint plus que 38% des voix dans le canton de Berne, tandis que le nombre de députés agrariens siégeant au Conseil national fut de nouveau réduit à 31. Les partis paysans ne réussirent par la suite aucunement à renouer avec le succès de 1922, engrangeant entre 15,5 et 16% des suffrages à l'occasion des deux élections fédérales suivantes.

Tableau 1
Nombre de députés agrariens siégeant au Conseil national suisse (1919-1967)

Année d'élection	Nombre de députés membres de la fraction des Paysans, Artisans et Bourgeois après l'élection	Nombre total de sièges au Conseil national
1919	29	189
1922	35	198
1925	31	198
1928	31	198
1931	30	187
1935	21	187
1939	22	187
1943	22	194
1947	21	194
1951	23	196
1955	22	196
1959	23	196
1963	22	200
1967	21	200

Bien qu'affaibli électoralement, le BGB démontra sa force politique le 9 septembre 1928, lorsque, à son appel, près de 20.000 paysans vinrent se masser devant le Palais fédéral de Berne afin d'y réclamer –avec succès– une meilleure protection de la production agricole suisse. Cette manifestation des paysans bernois, organisée de manière quasi-militaire, fit forte impression sur les parlementaires fédéraux, de sorte que ceux-ci, à la faveur d'un conflit d'intérêts entre partis dominants, donnèrent leur accord en 1929 à l'entrée de Rudolf Minger au Conseil fédéral. L'homme fort du BGB prit alors la tête du Département de la défense, ce qui permit à sa formation politique de gagner en visibilité et en prestige. Celle-ci, désormais élevée au rang de parti de gouvernement, n'en retira cependant aucun avantage du point de vue électoral. Il est vrai que le parti agrarien bernois sombra progressivement dans des luttes de courants internes qui affectèrent sensiblement son capital réputationnel.

Le BGB fut en effet marqué, au début des années trente, par de vives querelles internes opposant d'une part les cadres historiques du parti, et de l'autre les cadres de son mouvement de jeunesse. Parmi ces derniers, le leader du *Bauernheimatbewegung*, Hans Müller, fut particulièrement critiqué en raison de son style de direction autoritaire, jugé plus propre à développer chez les jeunes un esprit de soumission qu'à éveiller en eux le goût du débat démocratique. Soupçonné de s'être rallié à l'idéal national-socialiste, Müller, résolument anti-capitaliste, se brouilla un peu plus avec les cadres fondateurs du parti lorsqu'il décida en 1935 de s'allier avec la gauche dans le cadre de sa campagne de lutte anti-chômage. Calomnié au sein du BGB, Müller entreprit dès lors, avec ses *Jungbauern*, de présenter une liste indépendante aux élections fédérales de l'automne 1935. Cela eut pour conséquence d'affaiblir considérablement le score du parti bernois, et donc celui de l'ensemble des formations agrariennes rassemblées au Conseil national au sein de la fraction des Paysans, Artisans et Bourgeois. Les partis paysans n'obtinrent en effet que 11,2% des voix, soit 21 sièges sur les 187 à pourvoir. Les *Jungbauern*, qui firent un score électoral modeste, n'eurent quant-à eux que quatre députés. Cela ne les empêcha pas de rompre définitivement avec le BGB après les élections, et

d'officialiser par là même une rupture qui aurait pu coûter au parti agrarien bernois son conseiller fédéral si Rudolf Minger ne s'était montré pleinement compétent à la tête du Département de la défense. Le mouvement initié par Müller donna naissance par la suite à un petit parti essentiellement enraciné dans les campagnes bernoises, lequel stagna électoralement jusqu'à sa dissolution en 1947. A cette date, les rares députés cantonaux qui représentaient encore le parti dissident décidèrent soit de regagner les rangs du BGB, soit de se retirer de la vie politique²⁰. Leurs électeurs furent toutefois peu nombreux, après 1947, à reporter leur suffrage en direction du BGB, de sorte que le camp agrarien ne put aucunement retrouver –du moins à moyen terme– son niveau électoral d'avant 1935. De 1939 à 1967, le nombre de conseillers nationaux membres de la fraction des Paysans, Artisans et Bourgeois resta constant, évoluant entre 21 et 23.

La scission des *Jungbauern* n'eut toutefois pas que des conséquences négatives pour le mouvement agrarien suisse, en ce sens que la débâcle électorale de 1935, qui en fut le premier contrecoup concret, amena les partis paysans des différents cantons à se rassembler au sein d'une structure faîtière. Afin de contrecarrer leur perte d'audience électorale, ceux-ci donnèrent en effet naissance le 23 décembre 1936 à un parti agrarien fédéral dont les statuts furent élaborés à la fin du mois de janvier 1937. En raison de la prééminence politique du BGB bernois et de la dénomination choisie en 1919 pour la fraction agrarienne du Conseil national, cette nouvelle formation reçut le nom de *Schweizerische Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei*, formulation traduite en français par *Parti suisse des Paysans, Artisans et Bourgeois*. Construit sur la même structure organisationnelle que le parti paysan du canton de Berne – qui servit elle-même de modèle aux formations agrariennes des autres cantons, le BGB suisse joua dès lors un rôle essentiel lors des campagnes électorales précédant les scrutins fédéraux (élections des conseillers nationaux et votations populaires), tout en laissant aux partis cantonaux une importante marge de liberté en matière de définition des priorités politiques et d'élaboration des stratégies de lutte locales. Cette nouvelle organisation faîtière permit également aux agrariens de défendre efficacement leur

siège au Conseil fédéral, notamment en 1940 lorsque Rudolf Minger quitta la direction du Département de la défense. Bien que les agrariens représentaient alors 11,8% des conseillers nationaux, soit moins d'un septième des députés de la diète fédérale, le parti suisse de défense paysanne réussit en effet cette année-là à faire élire un des siens au sein du septuor gouvernemental de la fédération. Le nouveau ministre agrarien, Eduard von Steiger, obtint la direction du Département de la justice et de la police, notamment compétent en matière de droit d'asile. Il eut donc, durant ses premières années d'exercice, la lourde tâche de trouver une solution au problème des réfugiés juifs en provenance des pays limitrophes de la Suisse. La façon dont Steiger traita cet épineuse question fut cependant loin d'être toujours habile, de sorte qu'il essuya de nombreuses critiques au sein de l'opinion publique. Celles-ci furent d'autant plus virulentes que plusieurs conseillers nationaux agrariens souscrivirent publiquement aux conceptions racistes alors promues par les nazis et leurs alliés européens.

Si les cadres du BGB suisse exprimèrent globalement leur hostilité à l'égard du national-socialisme allemand, dont la composante pangermaniste menaçait de manière évidente l'intégrité territoriale de leur pays, ils partagèrent en effet volontiers les conceptions autoritaristes et racistes sur lesquelles il s'appuyait²¹. Eugen Bircher, conseiller national agrarien originaire du canton d'Argovie, tint par exemple de violents propos antisémites, et s'opposa pendant la guerre à l'accueil des réfugiés de confession israélite. Ernst Laur, dont nous avons vu que les idées étaient souvent reprises par les cadres du BGB bernois, fut d'ailleurs lui-même séduit par la pensée fasciste, considérant à la fin de sa vie que la préservation de la démocratie était secondaire par rapport à celle de la ruralité et du monde paysan. Ses *Mémoires* de 1942 contenaient du reste tant de propos louangeurs à l'égard de Mussolini et d'Hitler que l'éditeur de la version posthume de 1971 dut en supprimer des passages entiers²².

Les années d'après-guerre furent, pour le BGB suisse, essentiellement marquées par une diversification de sa base socio-électorale. Les différents partis cantonaux rassemblés en son sein virent en effet augmenter parmi leurs adhérents et électeurs le nombre d'artisans,

commerçants et employés, tandis que celui des exploitants et travailleurs agricoles stagna, puis diminua. Cette évolution, à mettre en rapport avec la transformation de la structure économique du pays, et donc avec ce que Henri Mendras appelle la “fin des paysans”²³, amena les partis de défense rurale à renforcer leurs liens avec les classes moyennes, y compris urbaines, et à transformer leur nom sur le modèle de l’organisation faïtière agrarienne. Ce faisant, elles se tournèrent aussi de manière stratégique vers des groupes socio-économiques dont elles perçurent l’importance du soutien pour l’avenir électoral de leur famille politique. C’est bien en effet grâce aux classes moyennes semi-rurales et urbaines que cette dernière, jusqu’en 1987, put continuer à être représenté au Conseil national par plus de 20 députés.

L’ouverture en direction des classes moyennes, qui se traduit par une plus grande attention accordée aux intérêts des possédants, s’accrut à partir de 1971. Cette année-là, le BGB fusionna avec les partis démocratiques grisons et glaronnais pour donner naissance au *Schweizerische Volkspartei* (SVP), ou *Union Démocratique du Centre* (UDC). Désirant opérer un premier rassemblement des forces conservatrices constituées en dehors du PRD et du Parti démocrate-chrétien (PDC), et souhaitant par ailleurs s’enraciner dans un plus grand nombre de cantons afin d’accroître son poids politique à l’échelle fédérale, le parti agrarien décida en effet le 22 septembre 1971 de s’allier au Parti démocratique et ouvrier du canton de Glaris, ainsi qu’à son homologue des Grisons. Ces deux formations, qui avaient participé en 1942 à la constitution du Parti démocratique de Suisse, comprenaient parmi leurs membres essentiellement des petits paysans, des employés et des indépendants, de sorte que leur fusion avec le BGB signifia une patrimonialisation du courant agrarien. Située plus à droite que le BGB, la nouvelle UDC se présenta d’ailleurs dès l’origine comme un parti de défense de la classe moyenne, et non comme un *Wirtschaftspartei* destiné à protéger les intérêts matériels des acteurs menacés du monde rural. En effet, tout en continuant de se référer à l’agriculture et aux modes de vie paysans, l’UDC inclut désormais dans sa politique la défense des intérêts

professionnels des indépendants et salariés. Cette volonté d'élargir la base du parti fut confirmée en 1977, lorsqu'un groupe de travail présidé par Fritz Hofmann, alors président du parti, présenta un rapport sur la réorganisation et l'ouverture du courant agrarien. Ce rapport déboucha sur l'adoption d'un nouveau programme destiné à faire de l'UDC un véritable *Volkspartei* interclassiste, soit un parti "attrape-tout" au sens de Kirchheimer²⁴.

Malgré la fusion de 1971 et les diverses tentatives opérées pour augmenter l'audience du parti au sein des classes moyennes, l'UDC ne parvint nullement à augmenter ses scores électoraux durant les décennies soixante-dix et quatre-vingts. Lors des élections fédérales, le parti obtint invariablement 11% des voix, demeurant de la sorte le plus faible des partis gouvernementaux. Cette constante changea cependant brusquement au début des années quatre-vingt-dix, à la faveur du référendum portant sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen. Cette consultation, qui fut marquée par un taux de participation exceptionnellement élevé, et qui se solda par la victoire du non, consacra en effet le triomphe de l'UDC, seul parti gouvernemental à s'être prononcé contre l'adhésion. Il consacra par ailleurs, au sein même du parti, l'avènement de Christoph Blocher, élu zurichois dont les diatribes anti-européennes restent sans pareille pour une contrée aussi modérée que la Suisse. Celui-ci acquit à cette occasion une sorte d'ascendant moral sur les autres cadres du parti, ce qui lui permit progressivement de faire prévaloir ses conceptions ultra-nationalistes. Souhaitant faire du parti agrarien une force de réaction anti-système, il ancrâ le discours de l'UDC nettement à droite, du moins dans sa variante fédérale, et orchestra des campagnes d'affiche controversées qui lui valurent de nombreuses accusations de xénophobie²⁵. L'UDC, qui n'avait encore obtenu que 11,9% des voix en 1991, enregistra par la suite des scores inégalés à chaque échéance électorale. Se développant au détriment du PRD et du PDC, elle recueillit 14,9% des suffrages lors des élections fédérales de 1995, et 22,5% lors de celles de 1999. La formation de Blocher, qui jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix s'était développée presque uniquement dans les cantons alémaniques, réussit par ailleurs à progresser fortement en

Romandie à l'occasion des élections fédérales du 19 octobre 2003, ce qui lui permit d'obtenir alors 26,7% des suffrages, et 55 sièges au Conseil national. Devenu le premier parti politique suisse en voix et en sièges, l'UDC utilisa cet exceptionnel résultat pour exiger un deuxième poste au Conseil fédéral, et donc une redéfinition de la "formule magique" prévalant depuis 1959. Ayant réussi à s'imposer grâce à la pression populaire, Christoph Blocher fut ainsi élu le 10 décembre 2003 au gouvernement suisse à la place de Ruth Metzler-Arnold, obligeant dès lors le PDC à se contenter d'un seul siège au sein du septuor exécutif. L'homme fort de l'UDC obtint par suite, le 1^{er} janvier 2004, la direction du Département de la justice et de la police, ce qui l'amena à assumer des responsabilités qui, depuis 1940, avaient déjà incombé à plusieurs reprises aux "agrariens"²⁶.

Tableau 2
L'ascension électorale de l'UDC de 1991 à 2007

Année d'élection des conseillers nationaux	% de voix recueillies	Nombre de sièges obtenus au Conseil national*
1991	11,9	25
1995	14,9	32
1999	22,5	44
2003	26,7	55
2007	29,0	62

* Nombre total de sièges au Conseil: 200

A la suite d'une campagne centrée sur la personne de son leader charismatique, l'UDC réussit une nouvelle fois, en octobre 2007, à accroître son audience électorale. Favorisée par des échauffourées ayant eu lieu à Berne quinze jours avant le scrutin fédéral, lors desquelles ses sympathisants furent pris à parti par de violents militants de la gauche alternative, l'UDC obtint 62 sièges au Conseil national avec 29% des voix, soit le score le plus élevé depuis la victoire du PRD en 1925. Le parti perdit néanmoins un des huit sièges parlementaires qu'il détenait auparavant au Conseil des Etats, ne réussissant pas à faire élire au sein de ce dernier son président Ueli Maurer. Celui-ci, représentant comme Blocher de l'aile nationale-souverainiste de l'UDC, dite "aile zurichoise", fut en effet battu dans son canton par la verte libérale Verena Diener, laquelle bénéficia au

second tour du retrait de la candidate socialiste. Profitant de ce coup porté à la fraction dure et isolationniste du parti, Verts, socialistes et démocrates-chrétiens opérèrent alors un coup politique destiné à affaiblir durablement le flanc droit de l'UDC: le 12 décembre 2007, lors de l'élection des nouveaux membres du Conseil fédéral, ils attribuèrent leurs suffrages à la grisonne Eveline Widmer-Schlumpf, représentante de la tendance modérée et conservatrice de l'UDC, qui, par 51,7% des voix exprimées, fut élue au gouvernement en lieu et place de Christoph Blocher. Le parti vainqueur des élections, dont les dirigeants définirent conséquemment une stratégie d'opposition au Conseil fédéral, jugé méprisant de la volonté citoyenne, est entré à cette occasion dans une période de discorde durable qui, à l'heure où nous écrivons, ne semble point devoir se terminer. Après avoir exclu pour motif de trahison la Conseillère fédérale nouvellement élue, laquelle n'a pas jugé opportun de refuser le poste antérieurement occupé par Blocher, les instances fédérales de l'UDC ont exclu le 1^{er} juin 2008 la section grisonne dont est elle originaire, celle-ci ayant refusé de se désolidariser de celle qui l'a longtemps représentée au gouvernement cantonal de Coire. La majorité des membres de la section ostracisée ont par suite décidé, le 16 juin, de créer une nouvelle formation politique dénommée *Bürgerliche Partei Schweiz*, laquelle est conçue comme la section cantonale grisonne d'un nouveau parti fédéral devant voir le jour en automne 2008: le Parti bourgeois démocratique (*Bürgerlich-Demokratische Partei-BDP*). Madame Widmer-Schlumpf a pour l'heure apporté son soutien à la constitution de ce nouveau parti politique, tout comme d'ailleurs Samuel Schmid, le second Conseiller fédéral portant jusqu'alors les couleurs de l'UDC. Ce dernier, longtemps en porte-à-faux avec la direction fédérale de son parti et les tenants de l'*Alleingang*, a en effet décidé d'entrer officiellement en dissidence et de rallier une autre formation cantonale nouvellement créée: le *Bürgerlich-Demokratische Partei*. Fondé le 21 juin 2008 par une fraction des membres de l'UDC du canton de Berne, ce nouveau parti devrait constituer la future section bernoise du BDP. La future section glaronaise du parti dissident en formation devrait quant-à elle naître prochainement, huit membres UDC du Grand Conseil

du canton de Glaris ayant créé en juin un groupe libéral au sein du parlement cantonal. Nous assistons donc présentement à un mouvement de sécession dans les mêmes territoires dont sont issues les formations à l'origine de la création de l'Union Démocratique du Centre en 1971, ce qui laisse à penser que se constituera bientôt un mouvement politique dont l'orientation programmatique renouera avec celle de ces formations originelles, et dont le caractère agrarien sera bien plus poussé que celui de l'actuelle UDC. Les dissidences actuelles, de par leur ancrage géographique, montrent quoi qu'il en soit la pertinence des réflexions en termes de "*path dependency*" développées par des auteurs comme Sven Steinmo, ainsi que la valeur des "modèles génétiques" proposés par Angelo Panebianco²⁷.

Si Christoph Blocher et ses sectateurs ont jusqu'à présent réussi à s'emparer de sections entières de l'UDC, la structure fédérale de cette dernière l'empêche toutefois d'exercer un contrôle sur la totalité du parti. L'"aile zurichoise" à laquelle il appartient avec Ueli Maurer, l'ancien président du mouvement remplacé au 1^{er} mars 2008 par Toni Brunner, doit en fait composer avec une "aile bernoise", plus centriste, moins isolationniste, et accordant toujours une certaine priorité aux intérêts matériels des paysans et acteurs économiques du monde rural. Représenté jusqu'il y a peu par Samuel Schmid, et très ancré dans les cantons de Berne, de Thurgovie et des Grisons, ce courant fidèle à l'héritage du BGB collabore également plus facilement avec les autres partis, et s'avère être un partenaire de coalition conciliant aux niveaux cantonal et municipal. Toutefois, sa force numérique –de plus en plus limitée depuis que certains membres du parti ont choisi l'option qu'Albert Hirschman qualifie d'"*exit*"²⁸– ne cesse de décliner au sein de l'UDC, le débat politique à l'intérieur de ce dernier étant de plus en plus capturé par l'"aile zurichoise" de Blocher. Les thèmes mis en avant ces dernières années par l'UDC sont à cet égard révélateurs: la lutte contre l'immigration, la dénonciation du fiscalisme et de l'assistanat, l'opposition à l'homoparentalité, ainsi que la défense de la neutralité suisse ont désormais remplacé les revendications relatives à l'amélioration de la

condition paysanne et les critiques portant sur les effets déstabilisateurs de l'industrialisme moderne.

L'UDC, dont les prises de position se distinguent aujourd'hui de moins en moins de celles des partis nationaux-populistes, peut-elle donc encore être classée parmi les formations agrariennes? Outre sa généalogie, il convient pour répondre à cette question de prendre en considération la composition sociologique de ses adhérents et de son électorat, ainsi que les liens que le parti entretient avec différents groupes d'intérêts. L'analyse de la structuration sociale de la base du parti nous indique tout d'abord qu'aucune catégorie socio-professionnelle n'est significativement sur- ou sous-représentée au sein de l'UDC. Un cinquième de ses membres tirent leur revenu d'une activité, présente ou passée, liée directement à l'exploitation du milieu naturel (agriculture, sylviculture), un autre cinquième est issu des professions libérales, tandis que les trois cinquièmes restants exercent, ou ont exercé, une activité salariée dans le secteur privé ou public. Interclassiste, l'UDC a ainsi une composition sociale relativement équilibrée, et est sans doute le parti gouvernemental dont les membres reflètent le plus fidèlement la structure de la société suisse. Il s'agit là d'un état de fait devant déjà nous amener à ne pas la considérer aveuglément comme un parti sociétair²⁹. Par ailleurs, selon un sondage institutionnel réalisé auprès de 20.000 jeunes électeurs et rendu public en août 2003 sous le nom d'*Isola elvetica*³⁰, les deux meilleurs facteurs prédictifs du vote en faveur de l'UDC sont désormais l'absence de formation professionnelle et la faiblesse des revenus, et non pas le fait de résider en milieu rural ou semi-rural. Comment dès lors classer raisonnablement l'UDC parmi les formations sociétales territoriales exprimant le conflit structural entre marché et nature? Se risquer à une telle classification reviendrait en fait à considérer que la pratique langagière commune des Suisses, et notamment l'emploi ordinaire de l'adjectif "agrarien" pour désigner l'UDC, pourrait fonder une taxinomie scientifique des partis politiques helvétiques. Cela serait bien sûr une erreur profonde. Pour s'en convaincre définitivement, il suffit de considérer les groupes de pression cantonaux et fédéraux avec lesquels l'UDC et ses organisations parallèles entretiennent

des liens étroits: si on y trouve bien des organisations de défense du monde rural, force est de constater la présence à leurs côtés de groupements de contribuables, de cartels anti-européens, d'unions patronales hostiles à l'Etat-providence, et même d'associations d'automobilistes militant pour une amélioration du réseau autoroutier du pays. Soit autant d'organisations bien peu "agrariennes".

L'Union Démocratique du Centre, qui fut certes à ses débuts un parti de défense du monde rural procédant du clivage marché/nature, ne possède ainsi, en 2008, plus aucune des caractéristiques fondamentales des partis agrariens, si ce n'est peut-être dans quelques cantons du Moyen-Pays³¹. Ayant subi un réalignement partisan³² dans les années quatre-vingt-dix, et ce parallèlement à l'ascension politique de Christoph Blocher, l'UDC présente aujourd'hui de nombreux points communs avec les partis que Daniel-Louis Seiler qualifie d'"ethno-identitaires centralistes". De la sorte, il nous paraît désormais adéquat de le classer parmi ces formations. C'est d'ailleurs ce que nous invitent à faire la plupart des politistes et historiens ayant écrit à son sujet, puisque ceux-ci, à l'instar de Herbert Kitschelt, Piero Ignazi et Hans-Georg Betz³³, considèrent qu'il relève, comme le FPÖ autrichien, de la droite populiste et nationale. Reste à savoir si l'"aile bernoise" réussira à enrayer son déclin accéléré au sein de l'UDC, si elle ralliera le parti dissident d'orientation conservatrice qui semble devoir se constituer d'ici la fin de l'année 2008, et si un réel rapprochement est susceptible de se produire dans les prochaines années entre l'UDC et les petits partis de la droite nationaliste.

L'Autriche

Les paysans autrichiens, qui s'émancipèrent en 1848 à la faveur du rachat des corvées dans l'Empire des Habsbourg, et qui purent se réunir dans des organisations d'entraide après l'adoption d'une nouvelle législation sur les associations en 1867 (année du compromis dualiste austro-hongrois), restèrent très largement dépourvus de conscience politique jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. En effet, ils ne se familiarisèrent aux catégories symboliques du politique, et donc ne se politisèrent, que

lorsque que commencèrent à se mettre en place, au tournant du siècle, les trois grands “camps” politiques à la base du système partisan de l’Autriche moderne. Reposant sur trois partis de formation récente ayant rapidement réussi à délégitimer l’ancienne opposition entre conservateurs et libéraux (le parti social-démocrate de Victor Adler, le parti social-chrétien de Karl Lueger et Leopold Kumschak, et le parti national-allemand de Georg von Schönerer), ces camps donnèrent naissance, par leur affrontement, à une *Lagermentalität* qui eut pour conséquence de segmenter idéologiquement l’ensemble des régions allemandes de Cisleithanie. Les contrées rurales n’échappèrent pas à cette pilarisation idéologique pré-consociativiste³⁴, et ce d’autant plus que la réforme du mode d’élection du Conseil d’Empire, impulsée en 1896 par le comte Badeni avec la création d’une cinquième curie d’électeurs englobant la quasi-totalité des citoyens masculins de plus de 24 ans, amena les partis politiques à investir les campagnes pour y gagner le soutien des paysans.

La formation chrétienne-sociale de Karl Lueger, le CSP, fut sans conteste le parti qui réussit le mieux à s’implanter en milieu rural. Son succès découla non seulement de l’habileté politique de son leader, mais aussi et surtout du prestige social dont le bas-clergé, acquis à sa cause, jouissait auprès de la population agricole. Parlant la langue du peuple, et connaissant les difficultés matérielles de leurs ouailles, curés et vicaires remplissaient dans les campagnes, depuis le règne de Marie-Thérèse, et plus encore depuis celui de Joseph II, plusieurs fonctions latentes³⁵ allant de l’humanisation des rapports administratifs à l’aide aux plus défavorisés, de sorte que la considération et la confiance dont ils bénéficiaient étaient extrêmement grandes. L’antisémitisme du CSP, notamment dirigé contre les financiers juifs de Vienne, trouva par ailleurs un certain écho au sein de la paysannerie, prompte d’ordinaire à dénoncer l’avarice des semanciers et marchands de bestiaux de confession israélite. Le mouvement national-allemand initié par Schönerer, dit mouvement “*großdeutsch*”, eut également quelques succès dans les campagnes, mais ceux-ci restèrent très localisés, si bien qu’il ne fut guère en mesure de concurrencer le CSP. Le “châtelain de Rosenau”, qui aurait pu faire un excellent dirigeant

agrarien s'il n'eût été obnubilé par le fait national³⁶, obtint notamment un important soutien dans le *Waldviertel*, en Basse-Autriche. Des formations anticléricales favorables à ses thèses pangermanistes réussirent également à s'implanter en Bohême, Moravie et Silésie autrichienne, à savoir dans les contrées ethniquement mixtes de la *Wenzelskrone*, de même qu'en Carinthie, Styrie et Haute-Autriche, régions qui furent les centres du protestantisme autrichien avant la déferlante de la Contre-Réforme. Notons que ces trois dernières provinces constitueront, après la défaite de 1918 et le rassemblement au sein d'un nouvel Etat des territoires germaniques restants du domaine des Habsbourg, les trois fiefs du futur parti autrichien de défense paysanne (dont l'implantation et le succès pourront être partiellement analysés en termes de "*path dependency*"). Le parti social-démocrate des travailleurs, le SDAP, réussit quant-à lui à s'enraciner dans quelques localités rurales proches de Vienne, mais fut le plus souvent totalement absent des campagnes. Ceux de ses membres qui tentèrent d'expliquer aux petits paysans qu'une paupérisation croissante les guettait, et qu'une communauté d'intérêts les liait donc au prolétariat urbain, ne furent aucunement écoutés.

L'instauration du suffrage universel pour l'élection du *Reichsrat* cisleithanien, décidée en 1906 après la proposition faite par le baron de Beck de supprimer le système des curies électives, accentua la lutte politique pour l'obtention du soutien des populations rurales. Profitant de la réforme du mode de désignation des conseillers d'Empire, de nouveaux petits partis sociétaires, souvent inscrits dans un des trois "camps" en voie de constitution, firent alors leur entrée dans le champ politique, et ce d'autant plus facilement que l'apaisement des conflits de nationalités –favorisé par la politique volontariste des présidents du Conseil von Koerber, Gautsch et Beck– fit momentanément prévaloir en Cisleithanie des préoccupations d'ordre socio-économique. Parmi ces nouvelles formations sociétaires figurait le *Deutsche Agrarpartei in Österreich*, ou Parti agrarien allemand d'Autriche, qui fut fondé en 1906 sur la base d'un proto-parti de défense paysanne dénommé *Deutsche Bauernpartei*. Créé en 1901 par quatre membres du *Reichsrat*, ce dernier avait proclamé son

attachement aux valeurs traditionnelles du monde paysan, son rejet de l'industrialisme urbain, ainsi que son souhait de voir se constituer une grande Allemagne englobant l'ensemble des contrées tudesques de la monarchie danubienne. L'*Agrarpartei* qui lui succéda développa également des thèses pangermanistes, et entretint des liens privilégiés avec le parti national-allemand. Réussissant à s'ancrer en Carinthie, en Bohême et en Moravie, ce mouvement de défense rurale nationaliste et anticlérical fut combattu par deux formations paysannes apparentées au parti chrétien-social, le *Tiroler Bauernbund* et le *Niederösterreichischer Bauernbund*. Ces deux unions paysannes, respectivement fondées en 1904 et 1906, s'engagèrent de même en faveur de la protection de la paysannerie contre la modernité urbaine, mais exprimèrent aussi, contrairement à l'*Agrarpartei*, leur attachement viscéral aux valeurs spirituelles et religieuses du monde rural catholique³⁷.

Bien que combattu par le CSP et les unions paysannes du Tyrol et de Basse-Autriche, le Parti agrarien allemand réussit en 1907, lors des premières élections du Conseil d'Empire au suffrage universel, à obtenir un indéniable succès électoral. Il enleva en effet à lui seul 20 mandats, contre 66 pour l'ensemble du camp chrétien-social. Ce dernier eut toutefois la satisfaction d'arriver nettement en tête parmi les populations agricoles de langue allemande, ce qui explique d'ailleurs pourquoi Lueger, dont le parti était au départ celui de la petite bourgeoisie viennoise, demanda instamment dans son testament politique que le CSP ne se transforme pas en un parti paysan³⁸. Lors du renouvellement du Conseil d'Empire en 1911, le rapport de forces observé en 1907 se modifia en faveur du Parti agrarien. Celui-ci, en se présentant aux élections sous le nom de *Deutsche Agrarpartei* (DAP), obtint en effet 32 sièges à la diète cisleithanienne, contre 74 pour le camp social-chrétien. Le nouveau scrutin révéla par ailleurs une accentuation de l'enracinement géographique différentiel des deux mouvements: les unions paysannes chrétiennes-sociales et le CSP, dont les députés furent alors élus à 92% en milieu rural, apparurent de plus en plus comme les instances de représentation de la paysannerie catholique des territoires exclusivement allemands, tandis que l'*Agrarpartei*

se profila de plus en plus comme le parti des paysans allemands protestants, ou athées résidant dans des provinces ethniquement mixtes. L'origine géographique des 32 députés du DAP est à cet égard révélateur: Bohême: 15; Carinthie: 7; Moravie: 5; Silésie autrichienne: 2; Bucovine: 1; Carniole: 1; Styrie: 1³⁹.

L'implosion de l'Empire austro-hongrois à la fin du mois d'octobre 1918, et la proclamation le 12 novembre suivant de la République d'Autriche allemande (*Deutschösterreich*), signifièrent pour le DAP une perte d'influence politique considérable. Définitivement privé de ses réservoirs de voix en Bucovine et en Carniole (territoires que n'osèrent même pas revendiquer les Autrichiens à la fin de la guerre), et dépossédé de ses fiefs en Bohême, Moravie et Silésie autrichienne (contrées désormais incluses dans la Tchécoslovaquie mais sur lesquelles la nouvelle République d'Autriche continuait à vouloir affirmer sa souveraineté), le parti national-allemand de défense paysanne ne put obtenir d'importants résultats lors de l'élection de l'assemblée nationale constituante du 16 février 1919. En effet, les unions paysannes de Carinthie, Styrie et Salzbourg, sur lesquelles reposait son organisation dans les Alpes et le Plateau autrichiens, ne recueillirent à cette occasion que 3,0% des voix, ce qui leur permis d'obtenir cinq sièges en vertu du mode de scrutin proportionnel nouvellement utilisé. Le nombre de députés représentant l'*Agrarpartei*, ou plutôt ce qu'il en restait, passa ainsi brusquement de 32 à 5. Parallèlement, les unions paysannes chrétiennes-sociales du Tyrol et de Basse-Autriche obtinrent 9,2% des suffrages, soit 15 sièges parlementaires. Ces derniers, ajoutés à ceux du CSP et des autres petites formations catholiques alliées au parti de Lueger, permirent au camp chrétien-social, toujours dominant dans les campagnes, d'obtenir 69 députés.

Tableau 3
Résultats obtenus par les formations de défense paysanne lors de l'élection
de l'assemblée nationale constituante d'Autriche (16 février 1919)

Etiquettes des formations	Nombre de voix	% de voix	Nombre de sièges
Formations apparentées aux nationaux-allemands			
Union paysanne de Carinthie (Kärntner Bauernbund)	33.412	1,1	2
Parti paysan styrien (Steirische Bauernpartei)	47.078	1,6	3
Union paysanne libérale de Salzbourg (Freiheitlicher Salzburger Bauernbund)	8.507	0,3	1
Formations apparentées aux chrétiens-sociaux			
Union paysanne de Basse-Autriche (Niederösterreichischer Bauernbund)	222.071	7,5	12
Union paysanne du Tyrol (Tiroler Bauernbund)	50.461	1,7	3
Total formations paysannes	361.529	12,2	20
Total élection	2.973.454	100	170

La ratification du traité de Saint-Germain-en-Laye, qui confirma le démembrement de la monarchie danubienne et restreignit la République d'Autriche au territoire que nous lui connaissons actuellement, amena les anciens dirigeants de l'*Agrarpartei*, et notamment son dernier président, Viktor Waldner⁴⁰, à s'interroger sur la viabilité politique d'un parti paysan d'inspiration nationale-libérale au sein du nouvel Etat autrichien. La question qui se posa dès lors fut de savoir s'il convenait de refonder un parti de défense rurale indépendant, quoique allié aux nationaux-allemands, ou s'il convenait au contraire de donner naissance, avec les autres formations du camp national, à un grand parti interclassiste fondé sur le concept de *Volksgemeinschaft*. L'union paysanne de Carinthie, qui souhaita après la guerre faire échec aux revendications territoriales de la Yougoslavie portant sur la région de Klagenfurt, de même que les unions de Salzbourg et de Haute-Autriche, alors conscientes de leur faiblesse numérique, optèrent dans un premier temps pour la seconde option de l'alternative, rejoignant au cours de l'année 1919 le grand rassemblement national-libéral de Franz Dinghofer. Les groupements de paysans styriens, qui s'étaient réunis en février 1918 au sein du *Steirischer Bauernbund*,

considérèrent toutefois quant-à eux que la préservation du monde rural et la défense des intérêts matériels de ses acteurs devaient primer sur les questions territoriales liées à la constitution d'une grande Allemagne, et refusèrent de la sorte de suivre leurs homologues des autres contrées autrichiennes. Ayant déjà participé aux élections de février 1919 sous le nom de Parti paysan styrien, ils promurent la constitution d'une formation politique autrichienne susceptible de s'adresser à l'ensemble des habitants des campagnes. Ils s'engagèrent dès lors dans de longues tractations avec leurs anciens partenaires afin de les rallier à leur projet. L'instauration d'un mode de scrutin proportionnel pour l'élection du Conseil national permit au final de convaincre ces derniers, dans la mesure où la naissance d'un parti paysan allié aux nationaux-allemands n'apparut alors aucunement susceptible d'affaiblir la force parlementaire du camp *großdeutsch*. Aussi, le 26 juin 1920, fut fondé le *Deutschösterreichische Bauernpartei*, ou Parti paysan austro-allemand.

Proche du *Großdeutsche Volkspartei* (GDVP), rassemblement qui constitua le fer de lance du mouvement nationaliste sous la Première République autrichienne, la nouvelle formation de défense rurale n'obtint que de faibles scores lors des élections fédérales d'octobre 1920. Décrochant seulement six sièges au Conseil national sur un total de 176, le parti paysan fut largement devancé dans les campagnes par le CSP, ce dernier se ruralisant de plus en plus sans jamais toutefois se présenter comme un parti de défense du monde agricole. Cet échec électoral ne découragea cependant pas les cadres du *Bauernpartei*, lesquels s'efforcèrent les années suivantes d'accroître la visibilité de leur parti. L'année 1922 fut à cet égard décisive. L'Union des bourgeois et paysans du Burgenland, qui, lors des élections complémentaires du 18 juin, obtint un des huit sièges parlementaires attribués au Burgenland occidental –désormais définitivement rattaché à l'Autriche, rejoignit cette année-là la structure du *Bauernpartei*, laissant espérer à ses dirigeants de meilleurs résultats lors des scrutins fédéraux à venir. De même, l'Union des paysans austro-allemands, qui constituait jusqu'alors une section autonome du GDVP, fusionna le 6 décembre 1922 avec le parti paysan, lequel prit alors

le nom de *Landbund für Österreich* (LfÖ). Le choix du terme *Landbund*, difficilement traduisible en français, exprima la parenté du parti avec la grande organisation paysanne de l'Allemagne d'alors, le *Reichslandbund*, et fit donc indirectement référence à l'idéal *großdeutsch*. Le LfÖ ne devait être en effet, à plus ou moins long terme, qu'une des sections régionales du *Reichslandbund*, en l'occurrence sa section autrichienne⁴¹.

Renforcé numériquement et désormais présent dans un plus grand nombre de provinces, le parti paysan ne put obtenir le succès qu'il escomptait lors des élections fédérales d'octobre 1923. Plusieurs de ses sections régionales décidèrent en effet soit de se présenter isolément devant les électeurs, soit de former une liste unitaire avec d'autres formations. De la sorte, le parti vit plusieurs dizaines de milliers de voix exprimées en sa faveur non décomptées en vertu de la clause dite du "mandat de base". Le LfÖ n'obtint par suite que cinq des 165 sièges à pourvoir au Conseil national. Son allié national-allemand, le GDVP, subit parallèlement un revers électoral cuisant, ne décrochant que 10 sièges parlementaires contre 21 trois ans auparavant. Le CSP et le SDAP sortirent au contraire renforcés du scrutin, devenant progressivement les deux seuls camps idéologiques de l'Autriche. La défaite électorale de 1923, consécutive à celle de 1920, fut quoi qu'il en soit au centre du premier congrès du LfÖ, lequel se déroula à Klagenfurt du 1^{er} au 3 février 1925. Vertement critiqués par les jeunes cadres et militants, les dirigeants du parti firent adopter à son occasion des principes organisationnels plus stricts, ainsi qu'une plate-forme programmatique synthétisant les grands objectifs du mouvement. Réaffirmant la nécessité de "former un parti autonome capable de défendre les droits de la population rurale indépendamment des partis traditionnels", celle-ci rappela que le LfÖ ne se concevait aucunement comme un parti de classe au service des seuls intérêts des possesseurs de terres, mais qu'il aspirait au contraire à représenter l'ensemble des acteurs économiques des campagnes, fussent-ils exploitants, artisans, commerçants ou ouvriers agricoles. Définissant également le LfÖ comme un "parti national" amené à défendre les producteurs autrichiens par la promotion de mesures protectionnistes, et à

lutter contre “l’influence nuisible du judaïsme sur [la] vie publique, culturelle et économique”, le programme de Klagenfurt présenta la particularité d’être fortement marqué par des préoccupations d’ordre corporatif. Tout en se disant respectueux de la constitution républicaine de l’Autriche, il appela en effet de ses vœux la réintroduction du principe corporatif dans l’organisation socio-politique du pays, ainsi que l’instauration d’une assemblée nationale permettant de représenter le peuple par catégories socio-professionnelles. Exprimant son attachement irréfragable à la propriété privée, il renvoya par ailleurs dos à dos socialisme et libéralisme capitaliste, prônant une troisième voie susceptible de prémunir le peuple des excès de ces deux doctrines: “Le *Landbund* combat ainsi le socialisme, qui, appuyé sur l’hérésie marxiste, réduit à néant tout effort économique autonome. Mais il combat aussi les excès de l’ordre économique capitaliste”⁴².

N’ayant aucun représentant au sein de l’exécutif fédéral, le LfÖ, soucieux d’accroître son audience électorale, décida par la suite de mener une politique d’opposition systématique aux différents gouvernements du chancelier Seipel (CSP). Le parti paysan combattit notamment la priorité accordée par le chancelier à l’assainissement des finances du pays, ainsi que la politique de son ministre de l’agriculture Buchinger. Accusé de trahir les intérêts de la population agricole du pays, cet ancien cadre de l’union paysanne de Basse-Autriche se vit entre autres reprocher de ne pas freiner l’importation du porc polonais par l’instauration de droits de douane plus élevés. Cette stratégie de confrontation, qui amena également le LfÖ à refuser la proposition que lui fit Seipel de participer à la constitution d’une liste unitaire de droite en vue du scrutin fédéral d’avril 1927, se révéla indéniablement payante. Le parti de défense paysanne, dont le nombre de membres augmenta progressivement, remporta en effet un premier succès électoral lors du scrutin de 1927, obtenant 6,3% des suffrages et 9 mandats parlementaires. Gagnant de nombreuses voix en Basse-Autriche, dans le Vorarlberg, ainsi que dans le *Land* de Salzbourg, contrées dans lesquelles il était auparavant quasiment absent, il s’inscrivit à l’occasion de ces élections dans une dynamique ascendante, contrairement au CSP et au

GDVP dont la politique gouvernementale commune avait mécontenté de nombreux Autrichiens. Seipel, inquiet du renforcement du camp social-démocrate, souhaita alors faire entrer le *Landbund* dans son nouveau gouvernement, et entama dans cette perspective des négociations avec les deux hommes forts du parti, Vinzenz Schumy et Karl Hartleb. Ces derniers, qui, dans un premier temps, réclamèrent pour le LfÖ le poste de ministre de l'agriculture, acceptèrent au final l'offre alternative que leur fit Seipel, à savoir le poste de vice-chancelier couplé à celui de ministre de l'Intérieur. Karl Hartleb, originaire de Styrie, fut choisi pour le LfÖ pour assumer les responsabilités y afférant.

Le succès électoral de 1927 et l'entrée au gouvernement qui le suivit, amenèrent les dirigeants du LfÖ à vouloir consolider l'organisation de leur mouvement. En décembre 1927 fut ainsi créé un secrétariat général à Vienne, tandis que le *Vorarlberger Landbund*, qui constituait la section régionale du parti dans la province la plus occidentale du pays, fut entièrement réorganisé afin de mettre un terme définitif à la crise qui l'avait secoué en 1925-1926 après sa déroute aux élections législatives régionales. Le LfÖ se dota par ailleurs, le 17 mars 1928, d'une section régionale tyrolienne, de sorte que son tissu organisationnel couvrit désormais l'ensemble du territoire autrichien. Cette section servit toutefois par la suite plus à assurer la continuité territoriale de l'organisation partisane qu'à mobiliser en sa faveur les électeurs ruraux du Tyrol, majoritairement acquis à la cause du CSP. L'année 1928 fut également marquée par des tentatives de centralisation du parti, lesquelles échouèrent cependant en raison de l'histoire même de sa genèse, ainsi que d'un antagonisme croissant entre ses cadres styriens et carinthiens. Ceux-ci se regroupèrent respectivement autour de K. Hartleb et V. Schumy.

Membre du gouvernement aux côtés des chrétiens-sociaux, le LfÖ collabora progressivement avec l'aile agrarienne du CSP, déterminant notamment avec elle la politique agricole à suivre au niveau fédéral. Après la démission, en avril 1929, du gouvernement Seipel-Hartleb, les deux formations mirent même au point un programme minimal commun en

matière de politique agricole, programme qu'elles firent adopter au nouveau chancelier Ernst von Steeruwitz. Celui-ci donna naissance pour quelques mois à un gouvernement de coalition tripartite (comprenant comme auparavant le CSP, le GDVP et le LfÖ), dans lequel la double fonction de vice-chancelier et de ministre de l'Intérieur fut de nouveau attribuée à un représentant du parti paysan: Vinzenz Schumy. Ancien chef de l'administration carinthienne, Schumy resta à la tête du ministère de l'Intérieur jusqu'en novembre 1930, cédant son poste de vice-chancelier au chrétien-social Vaugoin à la faveur du remplacement de Steeruwitz par Schober⁴³.

Amené de par ses fonctions à combattre les différentes organisations paramilitaires susceptibles de menacer l'ordre public, Schumy, comme d'ailleurs Hartleb avant lui, s'attira les foudres des *Heimwehren*. Ces groupes d'auto-défense fascistes, qui ne cessèrent de se radicaliser après les combats de rue meurtriers du 15 juillet 1927, et auxquels Seipel n'avait alors pas encore explicitement apporté son soutien, ne supportèrent en effet aucunement de voir leurs camps d'entraînement démantelés par la police. Leurs relations avec les dirigeants du *Landbund*, pourtant originellement assez bonnes, se détériorèrent de la sorte en peu de temps, et ce d'autant plus facilement que des considérations d'ordre idéologique et sociologique vinrent renforcer l'antagonisme naissant. Rejetant la démocratie et le parlementarisme, les *Heimwehren* regardèrent d'un mauvais œil le programme de Klagenfurt du LfÖ –qui précisait entre autres l'attachement du *Landbund* à l'ordre républicain et parlementaire, et raillèrent le pragmatisme des ministres paysans en matière de politique économique et agricole. De leur côté, les cadres du *Landbund*, fréquemment issus de la petite paysannerie, et même du prolétariat agricole, ne cachèrent pas leur inimitié à l'égard des grands propriétaires terriens qui, à l'instar du prince Ernst Rüdiger Starhemberg, dirigeaient et finançaient les *Heimwehren*. Afin de se prémunir des attaques éventuelles de ces dernières, ils fondèrent du reste en 1930 des groupements paysans d'auto-défense: les *Bauernwehren*. La naissance de ces derniers, tout comme celle du *Freiheitsbund*, l'organisation de protection du mouvement

chrétien ouvrier, est symptomatique de la radicalisation de la vie politique autrichienne qui marqua la fin des années vingt et le début des années trente.

Lorsqu'à l'automne 1930 le chancelier Schober fut renversé par Vaugoin, le *Landbund* décida de quitter le gouvernement et de participer, en vue des élections à venir, à la constitution d'une large union nationale-libérale. Allié au GDVP et à des groupements libéraux, le parti paysan donna ainsi naissance au *Nationaler Wirtschaftsblock*, lequel, sous la direction du chancelier déchu, engrangea 11,8% des voix lors du scrutin du 30 novembre. Remportant seulement 19 des 165 sièges à pourvoir au Conseil national, ce rassemblement n'obtint pas le succès qu'il espérait, notamment en raison de la candidature séparée de la section haute-autrichienne du *Landbund*. Hostile à la formation du *Wirtschaftsblock*, celle-ci préféra en effet faire cavalier seul, recueillant au final près de 44.000 suffrages qui ne purent être décomptés en raison de la clause du "mandat de base". Le LfÖ, qui aurait pu obtenir un député de plus qu'en 1927, conserva de la sorte neuf représentants au Conseil national. Ender, le nouveau chancelier désigné à l'issue du scrutin, ne manqua toutefois pas de faire appel au *Landbund*, et ce dans l'optique de fonder une grande coalition anti-SDAP. Après avoir attribué à Schober la fonction de vice-chancelier couplée à celle de ministre des Affaires étrangères, il proposa en effet au parti paysan de conserver le poste de ministre de l'Intérieur, et donc de désigner un des siens afin d'y pourvoir. Franz Winkler, premier vice-président du LfÖ, profita de cette occasion pour s'imposer à la tête du parti paysan contre Schumy, réussissant à lui ravir la direction du ministère de l'Intérieur à la faveur d'une alliance avec la fraction parlementaire du mouvement de défense rurale.

Le coup de maître qu'opéra Winkler à la fin de l'année 1930 entraîna une redéfinition des rapports de force internes au *Landbund*. En effet, bien que Schumy, représentant de l'aile carinthienne du parti, resta officiellement président du LfÖ jusqu'au début de l'année 1932, Winkler, courtier de son aile styrienne, devint le nouveau héraut des paysans. Il parvint entre autres à obtenir le soutien précieux de Franz Bachinger,

second vice-président du LfÖ et dirigeant de son organisation de jeunesse⁴⁴. Combattu à distance par Schumy, qui préféra par la suite rester dans son fief de Carinthie plutôt que de se rendre à la direction du parti à Vienne, Winkler, ambitieux et hyperactif, entreprit de réorganiser en profondeur le *Landbund*. Séduit pas le *Führerprinzip*, il s'efforça de le discipliner et de le centraliser, notamment en créant un organe de direction central composé d'un nombre important de permanents. Des secrétaires régionaux, placés sous la tutelle de cette nouvelle direction, furent par ailleurs institués afin de contrôler les directions régionales du parti. Enfin, dans le but de renforcer la cohérence idéologique du mouvement et de lui assurer une plus grande visibilité, Winkler fit du journal à sensation qu'il avait acheté en 1929, le *Neues Wiener Extrablatt*, la publication officielle du parti. Son action en faveur du LfÖ ne fut cependant pas unanimement appréciée. Ainsi, le directeur de publication de la *Landbundkorrespondenz*, le feuillet d'information officiel du parti, accusa à plusieurs reprises Winkler de vouloir brider l'expression du pluralisme au sein du mouvement, et d'y étouffer ce faisant tout esprit d'initiative.

Bien que Winkler fit chuter le cabinet Ender en annonçant sa démission en juin 1931, le nouveau chancelier Buresch décida d'associer de nouveau le LfÖ au gouvernement, et de reconduire son inconstant leader dans ses fonctions de ministre de l'Intérieur. Lorsque le GDVP quitta l'exécutif fédéral en 1932, afin notamment de ne pas être tenu pour responsable de la dégradation de la situation économique du pays, Buresch renforça même la position du *Landbund* au sein de son cabinet, nommant Winkler au poste de vice-chancelier et Bachinger à celui de ministre de la sûreté publique. Alors même qu'il perdait de nombreux membres au profit du NSDAP autrichien, le parti paysan passa ce faisant du statut de force d'appoint à celui de réel partenaire de gouvernement. Le parti garda d'ailleurs ce statut après l'accès à la chancellerie de l'ancien syndicaliste paysan Engelbert Dollfuss, lequel, après avoir ajourné le parlement en mars 1933, nomma dans son gouvernement les trois grandes figures politiques du LfÖ: Winkler à la vice-chancellerie, Schumy au ministère de l'Intérieur, et Bachinger au secrétariat d'Etat aux forêts et à

l'exploitation forestière. Dollfuss, souhaitant instaurer un pouvoir exécutif fort capable de lutter à la fois contre les sociaux-démocrates et nationaux-socialistes, vit alors dans le *Landbund* une organisation capable de faire utilement contrepoids aux structures agricoles militarisées des *Heimwehren*.

Winkler, qui amena le LfÖ à rompre tout contact avec le *Reichslandbund* allemand après la mise au pas de ce dernier par les nazis, voulut en 1933 se positionner politiquement entre les *Heimwehren* et le NSDAP autrichien –ce qui, comme le souligne justement Adam Wandruszka, revenait à vouloir trouver une voie médiane entre Mussolini et Hitler⁴⁵. Souhaitant faire revenir dans les rangs du parti paysan ceux de ses membres qui avaient rejoint les nationaux-socialistes, il forma ainsi avec des cercles économiques nationaux-libéraux et des hauts fonctionnaires le *Nationalständischer Front*, rassemblement national-allemand appelant de ses vœux la constitution d'une grande Allemagne sur la base d'un ordre institutionnel républicain et corporatif. Ce nouveau mouvement politique dirigé par Winkler, dont la bannière fut le drapeau noir-rouge-or récemment supprimé en Allemagne par les nazis, montra toutefois rapidement son incurie idéologique et sa fragilité organisationnelle. La grande manifestation de Graz du 17 septembre 1933, qui se voulait une démonstration de force du *Front*, ne se révéla ainsi ni transcendante du point de vue des idées, ni efficiente en matière d'organisation. Des trublions nazis réussirent d'ailleurs à saboter en partie le rassemblement, lequel n'eut au final qu'une répercussion notable: le renvoi du gouvernement des trois représentants du *Landbund*. Le chancelier Dollfuss, définitivement converti à l'antiparlementarisme depuis sa entrevue avec Mussolini à Riccione, y vit en effet une bonne occasion de sacrifier le LfÖ sur l'autel de son amitié nouvelle avec les *Heimwehren*.

Délaissé par des militants de plus en plus fascinés par les succès économiques d'Adolf Hitler, le *Landbund*, partie prenante d'un *Nationalständischer Front* de plus en plus irréel, dut se situer par rapport à la politique de Dollfuss une fois son exclusion du gouvernement prononcée. Il ne réussit cependant pas à dégager une position unitaire, la

rivalité entre Winkler et Schumy ne se fondant en effet plus uniquement sur des antagonismes d'ordre personnel ou territorial, mais aussi sur de réelles divergences d'ordre idéologique. Accordant le primat à la composante pangermaniste de leur programme, Winkler et Bachinger exprimèrent leur hostilité à l'égard du projet politique du chancelier, et décidèrent corollairement d'apporter leur soutien à l'"opposition nationale" incarnée par le NSDAP autrichien. Ils furent en cela suivis par la majorité des cadres du parti. Schumy, au contraire plus attaché à l'aspect corporatif du programme du LfÖ, se prononça quant-à lui en faveur de l'action politique de Dollfuss. Il soutint ainsi de l'extérieur son gouvernement, tout en en déplorant les dérives autoritaristes. Ce choix fut également celui des députés Tauschitz et Schauer-Schoberlechner, lesquels furent les deux seuls représentants du *Landbund* au Conseil national à participer le 30 avril 1934 au vote de la "Constitution de Mai". Ceux-ci l'approuvèrent, considérant l'instauration d'un Etat clérico-fasciste comme préférable à celle d'un régime national-socialiste.

La disparition de toute vie parlementaire après l'adoption de la nouvelle constitution, de même que l'aggravation des divisions internes au parti depuis septembre 1933, amenèrent au final les dirigeants du *Landbund* à prononcer l'auto-dissolution de leur formation le 18 mai 1934. Le parti n'existait ainsi déjà plus lorsque le gouvernement autrichien, en arguant du fait que plusieurs anciens cadres du LfÖ avaient participé en Carinthie et Haute-Autriche à la tentative de putsch nazie de juillet 1934, ordonna l'interdiction immédiate de la formation de défense paysanne⁴⁶. Il est vrai que Winkler et Schumy avaient continué à se quereller après l'acte de décès de cette dernière, le premier n'ayant guère apprécié que le second, suite à la dissolution du parti, ait décidé de rattacher la section régionale qu'il dirigeait à l'union paysanne de Carinthie, fidèle alliée des chrétiens-sociaux.

Après la chute du *Reich* hitlérien et l'instauration de la Seconde République autrichienne, le social-démocrate Karl Renner, d'abord chef du gouvernement provisoire puis président de la république, proposa à Vinzenz Schumy de refonder le *Landbund* et de rentrer au gouvernement

en son nom. Celui-ci refusa néanmoins de donner naissance à un nouveau parti paysan, affirmant que l'union des forces paysannes qu'il avait essayé d'impulser en Carinthie en 1934 devait désormais se concrétiser à l'échelle du pays. Il rejoignit ainsi la formation héritière du très rural CSP, l'*Österreichische Volkspartei* (ÖVP), ainsi que l'organisation agrarienne de celle-ci, l'*Österreichischer Bauernbund*. Schumy, qui porta les couleurs de l'ÖVP au Conseil national jusqu'en 1949, fut d'ailleurs vice-président de cette Union paysanne autrichienne de 1945 à 1951. Il put notamment y retrouver Franz Thoma, ancien député du LfÖ qui, après avoir suivi le même chemin que lui, devint ministre de l'agriculture sous les gouvernements Figl et Raab, de 1952 à 1959. Thoma, en occupant le poste ministériel que convoitait avant 1933 le *Landbund*, permit en quelque sorte à ce dernier d'atteindre de manière "posthume" le principal objectif politique qui était le sien: déterminer, ne serait-ce que temporairement, la politique agricole du pays.

Le choix que fit Schumy de ne point refonder le LfÖ déçut toutefois de nombreux anciens cadres du parti paysan. Plusieurs d'entre eux critiquèrent par ailleurs vertement le ralliement de l'ancien leader paysan à l'ÖVP, et notamment Franz Winkler et Karl Hartleb. Ce dernier, comme de nombreux militants restés fidèles à l'idéal *großdeutsch*, préféra après la guerre rejoindre l'Union des Indépendants (VdU), formation héritière du GDVP qui, après s'être consacré à la réinsertion des "nazis honnêtes" dans la vie politique autrichienne, donna naissance au *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ). Ressurgit ainsi en 1945 la problématique tensionnelle qui traversa successivement le DAP et le *Landbund*, et qui, en 1920 comme en 1934, fut à l'origine de l'éclatement du mouvement politique autrichien de défense paysanne. Prétendant représenter l'ensemble de la population rurale tout en s'inscrivant solidement dans le camp national-allemand, le DAP et le LfÖ présentèrent la particularité de lier une composante sociétaire à une composante ethno-identitaire, lesquelles ne cessèrent de se repousser politiquement. Les dirigeants, cadres et militants du *Landbund*, mettant tantôt l'accent sur la préservation des intérêts et valeurs du monde rural, tantôt sur la constitution d'une grande Allemagne,

ne purent ainsi se mettre d'accord lorsqu'il s'agit de déterminer lequel de ces deux objectifs devait être poursuivi en priorité. Les uns, accordant la préséance au caractère *ständisch* de leur mouvement, s'exprimèrent en faveur de Dollfuss en 1934, puis rejoignirent l'ÖVP après la guerre. Les autres, privilégiant le caractère *national-freiheitlich* du LfÖ, tendirent au contraire à se rapprocher des nazis après l'échec du mouvement national-corporatiste de Winkler, et à adhérer au VdU après 1945.

L'Allemagne

Si les possesseurs de terres et paysans allemands investirent plus précocement le champ politique que leurs homologues suisses et autrichiens, aucun parti de défense du monde rural capable de jouer un véritable rôle politique à l'échelle fédérale ne réussit pour autant à voir le jour outre-Rhin. Les formations politiques paysannes déployant une rhétorique ruraliste et anti-moderniste tout en se présentant régulièrement aux élections conservèrent en effet un enracinement géographique limité sous le *Reich* wilhelmien et la République de Weimar, de sorte que toute tentative destinée à fonder un parti paysan d'envergure supra-régionale se solda par la constitution d'une éphémère micro-formation ignorée des grands partis. Par ailleurs, les organisations agricoles fédérales, dont les dirigeants étaient le plus souvent issus de la haute aristocratie prussienne, préférèrent d'ordinaire exercer une pression politique sur les partis déjà existants plutôt que de faire triompher leurs conceptions par le biais de l'affrontement électoral. Ces organisations agricoles, qui comptèrent parmi leurs membres de nombreux propriétaires terriens hostiles à la progressive structuration de la vie politique autour d'une logique partisane, se combattirent d'ailleurs fréquemment, ce qui eut pour effet d'affaiblir leur lutte commune contre le libre-échangeisme capitaliste et les vices urbains⁴⁷.

Bien que généralement méfiants à l'égard du parlementarisme, les groupements de paysans et associations agricoles des différents Etats allemands prirent conscience, dès la fin des années 1860, de la réelle capacité des travaux et débats parlementaires à influencer sur l'état de la société future. Ils cherchèrent dès lors à peser sur les discussions ayant

lieu au sein des diètes d'Etat, ainsi que sur celles se déroulant à la chambre basse de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Celle-ci, en vertu de la constitution de 1867, disposait en effet d'attributions assez étendues pour influencer la politique du chancelier fédéral, voire même l'empêcher de gouverner. Ainsi fut-il décidé, lors du Congrès des agriculteurs nord-allemands organisé en 1870 à l'initiative du *Klub der Landwirte*, d'œuvrer en faveur d'une meilleure représentation des intérêts agricoles au sein de la Chambre des députés du Royaume de Prusse et du *Reichstag* de la Confédération nord-allemande. La technique alors retenue pour atteindre ce but fut celle du lobbying pré- et post-électoral. L'idée de fonder un parti paysan cherchant délibérément à prendre et exercer le pouvoir législatif en se présentant aux élections ne fut quant-à elle évoquée que cinq ans plus tard, à l'occasion du Congrès de 1875. Ludwig Wilhelm von Wedemeyer-Schönrade, qui défendit cette option en arguant du fait que la paysannerie ne verrait son sort s'améliorer qu'en prenant elle-même son destin en main, et non en s'en remettant naïvement aux bienfaisances supposées des élites gouvernantes, ne fut cependant aucunement suivi. Le droit d'association alors en vigueur dans le *Reich*, interdisant tout lien entre des groupements associatifs fondés dans des localités différentes⁴⁸, de même que l'application d'un mode de scrutin majoritaire uninominal à deux tours, plus favorable aux notables s'appuyant sur une position d'autorité sociale qu'aux entrepreneurs politiques cherchant à mobiliser les électeurs sur la base d'idées, apparurent en effet comme des facteurs peu propices à la constitution d'un parti d'adhérents-militants prétendant défendre le monde rural contre les partis de cadres existants. Le système électoral des trois classes utilisé pour la désignation des députés siégeant à la chambre basse de Prusse, et défendu du reste par les grands propriétaires terriens ostelbiens⁴⁹, rendit par ailleurs douteuse l'idée selon laquelle un tel parti serait en mesure de disposer d'une représentation conséquente à la diète du Royaume nord-allemand. Les groupements d'exploitants agricoles, notamment ceux de Prusse, continuèrent donc dans les années suivantes à se comporter comme des groupes de pression, renonçant à l'idée de se présenter aux élections –qu'ils ne valorisaient aucunement– pour se

consacrer à des activités para-partisanes devant directement ou indirectement amener les membres des corps législatifs et exécutifs à protéger les intérêts matériels des paysans et possesseurs de terres. Leur espoir était du reste qu'une formation politique de défense du monde rural soit directement créée sur la base d'une initiative parlementaire. C'est la raison pour laquelle ils contribuèrent en février 1876 à la naissance du *Vereinigung der Steuer- und Wirtschaftsreformer*, association destinée avant tout à rassembler les parlementaires qui, au sein de la diète prussienne et du nouveau *Reichstag*, s'opposaient à l'abaissement des barrières douanières ainsi qu'à la multiplication des mesures encourageant l'industrialisation du pays. Venant concrétiser les projets du baron von Varnbühler, qui souhaitait regrouper au sein d'une communauté interfractionnelle les différents parlementaires de la diète d'Empire favorables au maintien d'une politique commerciale protectionniste, cette association gagna en importance en 1878, lorsque la quasi-totalité des députés conservateurs, les élus du *Zentrumspartei* rassemblés autour du baron von Schorlemer-Ast, ainsi qu'une minorité de libéraux convertis au "protectionnisme éducateur" de Friedrich List, décidèrent de rejoindre ses rangs. Dirigée par le comte Stolberg-Wernigerode à partir de 1879, et dominée par la noblesse terrienne de Prusse jusqu'à sa disparition en 1928, elle prit maintes fois positions contre l'instauration d'un mode de production exclusivement dominé par le marché, notamment après l'intronisation de Guillaume II.

La crise agricole du début des années 1890, ainsi que la politique commerciale menée par le successeur de Bismarck, Leo von Caprivi, renforcèrent la structuration du mouvement de défense rurale apparu en Prusse. Dénonçant les accords commerciaux conclu par le nouveau chancelier avec les différents pays européens susceptibles à l'avenir de s'allier militairement à l'Allemagne, et notamment celui signé avec l'Autriche qui fit baisser de 5 à 3,5 marks le montant des droits de douane prélevés sur tout quintal de céréales nécessaires à la fabrication du pain, Ruprecht-Ransern, un fermier général de Silésie, demanda le 21 décembre 1892 à ce que soit fondé un grand parti paysan capable de s'opposer

efficacement aux dérives libre-échangistes du “nouveau cours” wilhelmien: “nous devons ainsi cesser d’être et de voter libéral, ultramontain ou conservateur; nous devons au contraire nous réunir dans un unique et grand parti agricole, et par ce moyen chercher à gagner en influence sur les parlements et la législation”⁵⁰. Ruprecht-Ransern, en s’inspirant explicitement des méthodes d’organisation mises en œuvre par le SPD, appela de ses vœux la naissance d’une formation de masse principalement orientée vers le recrutement d’adhérents-militants, lesquels, grâce à leurs “cris”, devront être en mesure de se faire entendre jusqu’aux “marches du trône”⁵¹. Le 21 janvier 1893, plusieurs junkers rassemblés à l’initiative du baron von Wangenheim-Kleinspiegel jugèrent également nécessaire la constitution d’un parti paysan, mais envisagèrent plutôt celui-ci comme un rassemblement de parlementaires partageant des opinions communes en matière de politique agricole et commerciale, et capables, par leur alliance, de mobiliser des soutiens populaires et politico-administratifs utiles à leur combat anti-moderniste. Von Wangenheim précisa d’ailleurs leur pensée le 4 février suivant lorsqu’il affirma que la formation de défense rurale qu’il convenait de créer se devait d’être fondamentalement apolitique, de sorte que chaque individu puisse y entrer sans abandonner ses opinions personnelles. Ainsi, tandis que Ruprecht-Ransern entendait fonder un parti de masse organisé de manière moderne et capable de remporter des succès électoraux grâce à la mobilisation de ses membres, von Wangenheim et ses affidés ne prônèrent ni plus ni moins que la fondation d’une grande union agricole interpartisane dirigée par des notables exerçant une activité parlementaire. Devant renoncer à participer aux scrutins électoraux sous peine de remettre en question son caractère apolitique, cette dernière se voyait condamnée à agir comme un groupe de pression. Créée à Berlin le 16 février 1893, la Ligue des agriculteurs, ou *Bund der Landwirte* (BdL), effectua paradoxalement une synthèse entre ces deux projets. Qualifié de “*parteiähnliches Gebilde*” par Arno Panzer⁵², le BdL se profila en effet comme une organisation hybride située à mi-chemin du groupe d’intérêt et du parti politique, organisation s’employant tantôt à influencer les parlementaires et dirigeants de partis dans un sens

favorable aux intérêts des acteurs économiques du monde rural –et notamment à ceux des propriétaires terriens–, tantôt à mobiliser de réels soutiens électoraux en vue de participer directement à l'exercice du pouvoir politique. Dominé par les grands exploitants des territoires orientaux du *Reich*, mais comptant cependant 75% de petits paysans parmi ses membres, le BdL chercha d'abord, dans les différentes circonscriptions électorales où il était implanté, à sensibiliser les cadres et candidats des partis existants aux menaces économiques et culturelles pesant sur les campagnes. La décision de présenter des candidats indépendants aux élections n'intervint le cas échéant qu'ensuite, lorsque le BdL, confronté ici et là à des formations politiques peu réceptives à ses doléances, estima que les intérêts du monde agricole n'étaient portés par aucun des compétiteurs en présence. Ainsi, lors d'un même scrutin, le BdL pouvait soutenir des candidats favorables à ses vues dans certaines circonscriptions, et présenter les siens propres dans d'autres. Il arriva même, durant les premières années d'existence de l'organisation, que deux candidats portant ses couleurs s'affrontassent au sein d'une même circonscription, cas de figure qui, à la fin du XIX^e siècle, s'observa également pour d'autres partis.

Bénéficiant d'une solide organisation calquée sur le découpage des circonscriptions électorales, prenant part systématiquement aux luttes politiques précédant les différents scrutins, et défendant un programme répondant non seulement aux problèmes rencontrés par le monde rural, mais aussi à ceux posés à l'ensemble de la société allemande, la Ligue des agriculteurs présenta plusieurs des caractéristiques permettant d'ordinaire d'identifier un parti politique. La logique du *lobbying* resta cependant première dans l'esprit de ses dirigeants, lesquels décidèrent d'appuyer, et d'orienter, le combat politique mené par le *Deutsch-Konservative Partei* (DKP). Ce dernier, résolument anticapitaliste, avait en effet adopté, lors de son congrès du Tivoli du 8 décembre 1892, un programme mettant nettement l'accent sur les intérêts de l'agriculture. Aussi le BdL finança-t-il régulièrement les campagnes du Parti conservateur-allemand, lui fournissant par ailleurs un nombre important de

militants et des moyens de propagande efficaces. Le bureau berlinois du BdL s'efforça de même d'encadrer les candidats élus du DKP, les soutenant dans leur combat parlementaire contre la baisse des droits de douane et la prédominance économique du monde urbain. Dès 1893-94, le DKP cessa ainsi d'être un parti d'idées ou de défense des valeurs morales pour se transformer en un parti d'intérêt médiatisant les volontés du BdL, évolution qui se traduisit par la perte d'influence, au sein du parti, de l'aile sociale-réactionnaire représentée par von Hammerstein et von Kleist-Retzow. Les revendications du Parti conservateur-allemand recoupèrent par la suite celle de la Ligue: retour au protectionnisme, instauration d'un monopole d'Etat pour le commerce du blé, adoption du bimétallisme, mais aussi lutte contre l'influence néfaste du judaïsme au sein de la société⁵³.

Comptant 160.000 adhérents à la fin de l'année 1893, puis 232.000 en 1901, et 328.000 en 1913, la Ligue réussit à s'implanter rapidement dans les territoires situés à l'Est de l'Elbe, lesquels étaient alors dominés politiquement par les junkers. Le mouvement gagna toutefois aussi progressivement l'Ouest de la Prusse, et même les Etats allemands centraux. Les orateurs itinérants du BdL y rallièrent à leur cause aussi bien des propriétaires terriens que des petits paysans et des artisans. Ayant réussi, grâce à son alliance avec le DKP, à lutter contre la politique des traités économiques de Caprivi, et de la sorte à provoquer le départ de celui-ci, le BdL devint donc une organisation importante du point de vue numérique, et une force essentielle de la vie politique pré-parlementaire de l'Allemagne wilhelmienne. Cela explique d'ailleurs qu'il ait pu imposer ses vues lors du débat sur les nouveaux tarifs des transports en chemin de fer, ou encore lors de la rédaction des dispositions législatives réglementant la production de la margarine, du sucre et de l'eau-de-vie. Si les candidats indépendants de la Ligue ne furent jamais plus de huit à être élus au *Reichstag* –ce qui se comprend aisément dans la mesure où ils ne furent présents à chaque élection que dans un nombre très restreint de circonscriptions–, près d'une centaine de députés du *Reich* étaient, sous chaque législature, membres du BdL. Un tiers des parlementaires siégeant à la diète de Prusse étaient également membres, ou proches, de la Ligue,

de sorte que cette dernière fut en pratique représentée dans les deux instances législatives clés de l'Allemagne de l'époque sans y disposer pour autant d'une fraction parlementaire. Le poids politique du BdL ne fut du reste guère sous-estimé par le Parti national-libéral et le cartel anti-conservateur (le *Hansabund*), lesquels tentèrent de l'affaiblir en donnant naissance en 1909 à une seconde organisation para-partisane de défense du monde rural: le *Deutsche Bauernbund* (DBB). Dirigé par Friedrich Wachhorst de Wente, le DBB remporta quelques succès avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, notamment lorsque les unions paysannes de Franconie et de Saxe décidèrent de rejoindre ses rangs. Le nombre de ses membres resta cependant très faible comparé à celui de la Ligue, atteignant un maximum de 50.000 en 1914. Les représentants du monde agricole n'accordèrent en effet qu'un faible crédit à ses propositions, pourtant très proches de celles du BdL, constatant que les partis libéraux avec lesquels le DBB était allié prônaient une politique économique conforme non pas à ses intérêts, mais à ceux de l'Union des industriels et des groupements consuméristes. Ils prirent ainsi le plus souvent le DBB pour ce qu'il fut en réalité, à savoir une organisation destinée à fragmenter le mouvement paysan, et donc vouée à nuire au DKP auquel celui-ci était principalement lié⁵⁴.

Si la plupart des formations de défense agricole fondées en réaction à la politique commerciale de Caprivi décidèrent de s'intégrer à la structure du BdL, l'Union paysanne de Bavière, le *Bayerischer Bauernbund* (BBB), resta quant-à elle pleinement indépendante. Créée en mars 1895 à Ratisbonne, cette organisation faïtière rassemblant les alliances paysannes de Souabe, Basse-Bavière et Franconie, puis également de Haute-Bavière à partir de septembre 1897⁵⁵, refusa en effet de s'affilier à une organisation prussienne, qui plus est dominée par la noblesse terrienne. Dénonçant précisément l'étranglement des petits paysans bavarois par les grandes exploitations agricoles de Prusse, exploitations détenues des junkers jugés inhumains en raison de l'extrême précarité financière des ouvriers agricoles travaillant sous leurs ordres, le BBB entendit par ailleurs mobiliser systématiquement des soutiens électoraux en vue de défendre les acteurs

du monde rural dans les enceintes parlementaires, et non se comporter comme une simple instance de pression. Le soutien apporté par le *Zentrum* à la politique libérale des chanceliers Caprivi et Hohenlohe joua à cet égard un rôle fondamental: alors que les revendications du BdL rejoignaient celles du DKP, le parti auquel les paysans prussiens donnaient d'ordinaire leurs suffrages, les options défendues par le BBB devinrent incompatibles avec la politique du Centre catholique au fur et à mesure que ce dernier, médiatisant ordinairement le vote paysan en Bavière, se ralliait au gouvernement d'Empire. L'union paysanne bavaroise jugea ainsi indispensable de concurrencer politiquement le *Zentrum* pour faire triompher ses vues⁵⁶. Il adopta de fait un discours extrêmement hostile à l'égard du parti catholique, le décrivant comme un rassemblement de nobles et de curés très peu préoccupés du sort de la paysannerie, et cherchant avant tout à instaurer un magistère moral absolu de l'Eglise catholique dans un cadre néo-sacerdotaliste. Se prononçant pour une séparation stricte des Eglises et de l'Etat, et demandant l'étatisation complète du système scolaire, le BBB combattit également violemment les *christliche Bauernvereine*, groupements de paysans catholiques qui, dans les campagnes, constituaient les relais traditionnels du *Zentrum*.

Défendant les intérêts des petits exploitants et ouvriers agricoles, mais aussi des artisans et commerçants vivant en milieu rural, le BBB remporta de réels succès électoraux à la fin des années 1890. Alors que les différentes unions paysannes de Bavière, non encore rassemblées au sein du BBB, avaient obtenu 10,5% des voix lors des élections législatives d'Empire de 1893, le nouveau parti bavarois de défense rurale en engrangea 18,5 lors du renouvellement du *Reichstag* en 1898. Lui échut alors cinq des 48 sièges attribués au royaume de Bavière. Le *Bauernbund*, avec le BdL et quelques autres unions paysannes locales, recueillit par ailleurs 11,4% des suffrages lors des élections législatives d'Etat de 1899, ce qui permit aux défenseurs des intérêts paysans d'obtenir 15 mandats à la diète bavaroise. L'espoir que ces résultats susciterent auprès des cadres du BBB resta toutefois sans lendemain. L'adoption par le chancelier Bülow de nouveaux tarifs douaniers en 1902, ainsi que la relative amélioration de

la situation financière des paysans bavarois durant les premières années du siècle, entraînent en effet une perte d'influence politique du parti. Celui-ci, qui n'eut plus que quatre députés au *Reichstag* en 1903, rassembla seulement 8,8% des électeurs (soit un peu plus de 9% des suffrages) lors des élections d'Etat de 1905. Georg Eisenberger et Martin Schunk, alors à la tête du parti, décidèrent par suite de mettre l'accent sur des questions d'ordre constitutionnel et axiologique afin de séduire un électorat plus diversifié. A côté des requêtes traditionnelles du BBB, telles que l'instauration d'un monopole d'Etat pour le commerce des grains ou l'organisation du monde agricole sur la base de regroupements coopératifs, apparurent ainsi un nombre de plus en plus important de revendications ne concernant pas directement la paysannerie: garantie de la liberté de la presse, adoption du suffrage universel, égal et secret pour la désignation de tous les corps législatifs, préservation de l'autonomie de la Bavière, suppression du contrôle de l'Eglise sur les programmes scolaires, et même démilitarisation du *Reich*⁵⁷. Cependant, l'absence d'un parfait consensus sur ces questions ne fit qu'accentuer les divergences qui commençaient à apparaître entre l'aile conservatrice et l'aile sociale-radical du parti. Cette dernière, prédominante en Basse-Bavière, se sentit en effet renforcée, multipliant de la sorte les invectives à l'encontre des cadres conservateurs attachés à la monarchie ou à la protection absolue du droit de propriété. Ceux-ci, majoritaires en Souabe et en Franconie, quittèrent alors parfois le *Bauernbund*, décidant tantôt de fonder des micro-formations dissidentes, tantôt de rattacher les sections qu'ils contrôlaient à un groupement paysan concurrent. Ce fut le cas en 1910 lorsque les représentants de l'union paysanne franconienne rejoignirent majoritairement le DBB⁵⁸. Loin de renouer avec les succès électoraux de 1898/99, le parti paysan de Bavière fut dans ces conditions encore plus affaibli: alors qu'il avait encore recueilli 10,2% des voix à l'occasion des élections d'Empire de 1903, il n'en obtint ainsi plus que 6,3 en 1907, et 3,9 en 1912. Son nombre de sièges parlementaires, aussi bien à la diète fédérale qu'à la diète bavaroise, diminua conséquemment, tout comme le nombre de ses adhérents. Ces derniers, après avoir été 15.000 en 1896, et 14.000 en 1908, ne furent en

effet plus que 7.000 à la veille de la Première Guerre mondiale. Le BBB perdit enfin le soutien d'intellectuels de poids, comme par exemple celui d'Anton Memminger, écrivain et journaliste qui, en 1900, avait publié un ouvrage consacré à l'histoire de la condition paysanne en Bavière⁵⁹. A l'instar d'autres hommes lettrés, Memminger se détacha progressivement du parti à partir de 1907.

La période d'agitation révolutionnaire qui suivit la fin du premier conflit mondial fut marquée par un essor des mouvements de défense paysanne sociaux-radicaux. Le *Bauernverein* du Schleswig-Holstein donna ainsi naissance en décembre 1918 à un parti sociétal-territorial baptisé Démocratie des paysans et ouvriers agricoles (SHBLD), lequel, en s'appuyant sur un programme à la fois anti-élitiste, anti-centraliste et antisémite, réussit à obtenir 7,34% des voix à l'échelle du Schleswig-Holstein lors de l'élection de l'Assemblée constituante allemande du 19 janvier 1919. Demandant l'instauration d'une politique économique plus favorable aux intérêts du prolétariat agricole, de la petite paysannerie et des classes moyennes rurales, et appelant aussi de ses vœux le démembrement des grandes exploitations détenues par la noblesse terrienne, cette formation paysanne sociale-révolutionnaire bien qu'anti-socialiste recueillit également 8,48% des suffrages au Schleswig-Holstein lors de l'élection de la diète constituante de Prusse. Représenté par un député dans chacun des deux corps constituants précités, le parti se distingua par ses prises de position anti-modernistes et ses revendications régionalistes, de même que par sa conception néo-romantique de la nature et des modes de vie paysans. En Bavière, l'aile gauche du BBB soutint quant-à elle des thèses pro-révolutionnaires qui l'amènèrent à s'allier à l'USPD, et à participer à la "République socialiste bavaroise" dirigée par Kurt Eisner. Un tel choix profita électoralement à l'ensemble des composantes de la formation paysanne, laquelle recueillit 8,31% des suffrages à l'échelle du *Freistaat* sud-allemand lors de l'élection de l'Assemblée constituante fédérale. Karl Gandorfer devint cependant rapidement le dirigeant suprême du BBB. Leader du courant social-radical du parti, celui-ci fut notamment chargé par Eisner de fonder et présider un

conseil central de paysans, organisation qui, durant quelques mois, joua le rôle d'un parlement paysan pré-révolutionnaire. Attribuant la responsabilité de la guerre aux "capitalistes et souverains", et réclamant l'indépendance politique de la Bavière afin de préserver cette dernière du militarisme réactionnaire et autoritariste de la Prusse, Gandorfer apporta également son soutien, après l'assassinat d'Eisner, à la "République des Conseils" placée sous l'autorité de Max Legien et Eugen Leviné. Dotée d'un gouvernement installé à Munich, celle-ci proposa entre autres, par la voix de son commissaire au peuple en charge des nationalisations, de démembrer au profit du prolétariat rural les grandes et moyennes exploitations agricoles. Cette proposition fut d'ailleurs également faite par des conseils d'ouvriers et de paysans apparus çà et là dans d'autres régions d'Allemagne, comme par exemple au Mecklembourg.

Bien que des forces paysannes sociales-révolutionnaires émergèrent ou se consolidèrent dans divers territoires allemands en 1918/19, aucun parti d'envergure fédérale voué à la défense des petits exploitants et ouvriers agricoles ne vit le jour à l'issue de ces années troublées. L'écrasement de l'ensemble des tentatives révolutionnaires joua à cet égard un rôle inhibiteur essentiel, et ce alors même que les nouveaux paramètres institutionnels –au nombre desquels figuraient l'élection des députés du *Reichstag* au scrutin proportionnel et l'extension du droit de suffrage au sein des différents Etats fédérés– laissaient entrevoir les chances de succès politique d'un tel parti. Le BBB, qui aurait pu être à l'origine de la création d'un parti paysan fédéral consacré à la protection des intérêts matériels de la population agricole défavorisée, fut par ailleurs rapidement replacé sous la domination de son aile droite après le renversement de l'éphémère République des Conseils de Levien et Leviné. Il perdit du reste de nombreuses voix lors des scrutins de 1920. Le SHBLD entra quant-à lui dans un processus d'affaiblissement électoral auto-entretenu, lequel se solda finalement par sa disparition pure et simple. Le parti, rebaptisé entre temps *Schleswig-Holsteinische Landespartei*, perdit son député prussien et son parlementaire fédéral en février 1921, et dut se résoudre à voir son secrétaire général, Hinrich Lohse, rejoindre les rangs

du NSDAP en 1923. Il se présenta pour la dernière fois aux élections lors du scrutin fédéral de mai 1924, scrutin à l'occasion duquel il ne recueillit que 0,77% des voix à l'échelle du Schleswig-Holstein, soit moins de 0,02% à l'échelle fédérale⁶⁰.

De même qu'aucun *Reichspartei* dédié à la défense des catégories sociales inférieures du monde rural ne fut créé à l'issue de la période révolutionnaire, aucun parti paysan d'orientation nationale-conservatrice ne se constitua après la guerre à l'échelle fédérale. Les différents mouvements agricoles anti-communistes et monarchistes qui virent le jour en 1918/19 sous la houlette de la noblesse terrienne optèrent en effet pour la création d'un groupe d'intérêt dénommé *Deutscher Landbund*, lequel, en janvier 1921, fusionna avec le BdL pour donner naissance à une nouvelle organisation para-partisane de défense rurale: le *Reichslandbund* (RLB). Regroupant plus de trente collectifs régionaux, cette formation paysanne encore une fois dominée par les junkers prussiens conserva le caractère hybride du BdL, s'apparentant tantôt à une instance de pression, tantôt à un parti politique. Elle chercha ainsi prioritairement à influencer le pouvoir d'Etat dans un sens favorable aux intérêts des exploitants agricoles, tout en autorisant cependant ses composantes régionales à présenter des listes aux différentes élections. Certaines d'entre elles le firent d'ailleurs systématiquement, à l'instar de l'Union agricole de Thuringe (*Thüringer Landbund*) et de l'Union des paysans et vigneron du Wurtemberg (*Württembergischer Bauern- und Weingärtnerbund*). Celles-ci obtinrent du reste d'importants résultats, notamment en 1920 lorsqu'elles recueillirent respectivement 20,6 et 17,7% des suffrages lors des élections législatives d'Etat organisées dans leur *Land* d'implantation. Entretenant des liens privilégiés avec le parti conservateur héritier du DKP, le *Deutschnationale Volkspartei* (DNVP), le RLB plaida pour le maintien d'une politique commerciale protectionniste et l'allégement des prélèvements fiscaux frappant les agriculteurs. Ses cadres et militants, majoritairement antidémocrates et antisémites, défendirent par ailleurs des options expansionnistes en matière de politique extérieure, se prononçant en faveur de la reconquête des anciennes colonies du *Reich* et du

rattachement à l'Allemagne des territoires autrichiens. Leur discours eut quoi qu'il en soit un certain écho auprès de nombreux exploitants et ouvriers agricoles, lesquels rejoignirent massivement les organisations régionales du RLB. Ce dernier, qui devint l'organisation agricole la plus importante et influente de la République de Weimar, compta ainsi presque cinq millions de membres à la veille de l'accession au pouvoir de Hitler⁶¹. Le RLB, comme le BdL, réussit donc l'exploit de rallier à sa cause les bas rangs du peuple agricole, et ce alors même que son action visait principalement à préserver les intérêts des junkers.

Le BBB fut au final le seul véritable parti paysan représenté à la diète fédérale jusqu'en 1928. Fondamentalement attaché au gouvernement représentatif, contrairement au RLB, il prôna après sa participation aux gouvernements révolutionnaires bavarois une voie médiane entre libéralisme capitaliste et socialisme de type soviétique. Renforcé par un afflux massif de membres après la guerre⁶², le BBB rédigea en 1920 un nouveau programme dans lequel il fit pour la première fois des propositions explicites en faveur des commerçants, artisans et fonctionnaires. Souhaitant, comme avant la guerre, séduire une large de la population bavaroise, il se présenta en effet dès lors comme le parti de la paysannerie et des classes moyennes, ce qui l'amena en novembre 1922 à se rebaptiser *Bayerischer Bauern- und Mittelstandsbund* (BBMB). Membre de mars 1920 à juillet 1930 des différents gouvernements bavarois dirigés par le *Bayerische Volkspartei* (BVP), formation de défense religieuse qu'il combattit par ailleurs au nom de ses convictions anticléricales, le parti paysan sud-allemand disposa d'un représentant au sein de l'organe exécutif fédéral du 31 mars au 22 novembre 1922, lorsque Anton Fehr exerça les fonctions de ministre de l'alimentation et de l'agriculture sous le cabinet Wirth. Soutenu par le *Zentrum*, le BVP et le DDP, Fehr se comporta à cette occasion de manière extrêmement responsable, refusant notamment de supprimer les prescriptions dirigistes imposées par le gouvernement en matière de production céréalière, et donc de satisfaire une des revendications essentielles de la Commission fédérale de l'agriculture allemande (*Reichsausschuss der Deutschen Landwirtschaft*).

Son pragmatisme rejoignit celui des députés fédéraux du parti, lesquels pesèrent systématiquement le pour et le contre de chaque proposition de loi avant de se prononcer à son sujet. Demandant une réforme du droit fiscal en faveur des petits agriculteurs et entrepreneurs, un plus grand respect des préceptes fédéralistes, ainsi qu'une diminution du poids de la structure d'Etat par une limitation des recrutements de fonctionnaires, ceux-ci demeurèrent nonobstant largement ignorés par les autres députés du *Reichstag*, et ce en raison de leur faiblesse numérique. Afin d'y pallier, le parti paysan bavarois se rapprocha du *Wirtschaftspartei* (WP) et du *Deutsch-Hannoversche Partei* (DHP), petites formations de droite avec lesquelles il présenta une liste commune aux élections fédérales de décembre 1924. Celle-ci n'obtint cependant pas le succès escompté, de sorte que le rapprochement entre les trois partis ne fut guère officialisé plus longtemps. Plus fructueuse fut sa tentative de fonder un groupe de pression capable de défendre, à l'échelle fédérale, les intérêts de la petite paysannerie. Les négociations qu'il entreprit avec le DBB et l'Union fédérale des petites et moyennes entreprises agricoles, alors déçus par les propositions émanant des partis dont ils étaient respectivement proches, le DDP et le SPD, aboutirent en effet à la création de la *Deutsche Bauernschaft* le 9 septembre 1927. Il s'agit là d'un groupement d'intérêt hostile au RLB, dont la présidence fut dans un premier temps assuré par Anton Fehr. Comptant parmi ses cadres des personnalités politiques de renom, comme Friedrich Wachhorst de Wente et Heinrich Lübke, cette nouvelle structure fédéra près de vingt organisations agricoles vouées à la défense des petites et moyennes exploitations, lesquelles tentèrent par la suite de faire prévaloir efficacement leurs vues par le biais des canaux politiques que représentaient le SPD, le DDP, le DVP et le *Zentrum*. Attachée à la démocratie et à la République de Weimar, la *Bauernschaft* comptait près de 100.000 membres à la fin de l'année 1927 et en 1928⁶³.

Tableau 4
Résultats obtenus par le parti paysan bavarois aux élections législatives
(1893-1933)

Année d'élection	% de voix recueillies à l'échelle de la Bavière	Nombre de sièges obtenus à la diète	Total des sièges de la diète
Elections législatives d'Etat			
1893 ¹	8,3 ³	9	159
1899 ²	11,4	15	137
1905 ²	8,8 ³	15	157
1907	7,25	13	163
1912	6,8	8	163
1919	9,1	16	180
1920	7,8	12	158
1924	7,1	10	129
1928	11,6	17	128
1932	6,5	9	128
1933 ⁴	2,3	3	103
Elections législatives fédérales			
1893 ¹	10,5	4	397
1898	18,2	5	397
1903	10,2	4	397
1907	6,3	1	397
1912	3,9	2	397
1919	8,3	4	421
1920	7,2	4	459
1924 I	6,7	3	472
1924 II ⁵	10,4	6	493
1928	11,1	7	491
1930	7,5	6	577
1932 I ⁶	3,3	2	608
1932 II	3,8	3	584
1933	2,3	2	647

1. Unions paysannes bavaroises; 2. BBB, BdL et autres unions paysannes; 3. scores exprimés en pourcentage des *électeurs*; 4. Remodelage de la diète régionale sur la base des résultats enregistrés lors de l'élection du *Reichstag* de mars 1933; 5. Liste commune BBMB-WP; 6. Liste commune BBMB-CNBL.

L'aggravation de l'endettement des paysans consécutive à la stabilisation monétaire de 1924, la baisse des prix agricoles résultant de la conclusion après 1925 de nouveaux accords commerciaux entre l'Allemagne et ses voisins européens, de même que les premières répercussions, en 1928, de la crise de surproduction mondiale sur le marché national des biens agricoles, entraînèrent une telle paupérisation des différentes composantes de la paysannerie que plusieurs

représentants de la *Deutsche Bauernschaft* et du RLB jugèrent en définitive nécessaire de créer un parti fédéral de défense rurale. Alors même qu'émergeait au Schleswig-Holstein une nébuleuse paysanne radicale entendant exprimer l'exaspération de la population agricole en recourant à la désobéissance passive, au boycott fiscal, et même à la résistance terroriste⁶⁴, le BBMB et l'Union paysanne de Silésie, membres de la *Bauernschaft*, donnèrent ainsi naissance au début de l'année 1928 au *Deutsche Bauernpartei* (DBP), ou Parti allemand des paysans. Entendant remédier à la précarité économique des agriculteurs dans le strict respect de l'ordre légal et démocratique du pays, le DBP n'obtint toutefois que 1,6% des voix à l'occasion des élections fédérales du mois de mai, soit seulement 8 députés fédéraux sur un total de 491. Si le parti réussit à s'imposer en Bavière (il obtint par exemple plus de 20% des suffrages dans la région de Landshut), son audience fut en effet quasi-nulle dans la totalité des autres régions allemandes, y compris en Silésie. Le fait que sept des huit députés du parti soient issus du BBMB en est d'ailleurs la plus nette indication. Un tel déséquilibre d'enracinement provient en fait de la faiblesse organisationnelle du DBP hors des contrées bavaroises, laquelle découle elle-même du lâche tissu organisationnel de l'ancien DBB, dont la structure héritière se chargea de la campagne électorale du nouveau parti paysan dans les régions situées au nord du Main. Le DBP ne réussit du reste jamais à prendre pied hors de Bavière, de sorte qu'il ne fut ni plus ni moins que le bras fédéral du BBMB. Ses résultats électoraux ultérieurs dépendirent donc presque exclusivement de son audience en Bavière, laquelle diminua progressivement. Le DBP n'obtint ainsi plus que 1,0% des voix lors du renouvellement du *Reichstag* en 1930, et 0,4% lors des deux élections fédérales de 1932. Parti marginal, il n'influença finalement pas plus la vie parlementaire allemande que le BBMB avant lui. L'occurrence contraire aurait nécessité que les autres organisations paysannes affiliées à la *Bauernschaft* lui apportent son soutien, ce qu'elles se refusèrent toutefois à faire afin de pouvoir continuer à agir efficacement sur les partis traditionnels.

Fondé en février 1928 par trois députés du DNVP inquiets de l'affaiblissement de leur parti et de sa progressive radicalisation sous l'influence d'Alfred Hugenberg, le *Christlich-Nationale Bauern- und Landvolkpartei* (CNBL), ou Parti chrétien-national des paysans et du peuple rural, eut plus de succès que le DBP. Ce parti de défense rurale d'orientation conservatrice, que rallièrent les principaux représentants des ailes agrariennes du DNVP et du DVP, ainsi que les cadres des sections de Hesse et de Thuringe du *Reichslandbund*, réussit en effet à s'implanter rapidement dans les territoires centraux situés à l'Ouest de l'Elbe, ce qui lui permit d'obtenir 10 sièges au *Reichstag* lors des élections fédérales de mai 1928, et 19 lors de celles de septembre 1930. Défendant des propositions relativement proches de celles du RLB, le CNBL se prononça en faveur de l'instauration d'un Etat à base corporative, de l'augmentation des droits de douane, ainsi que de la perpétuation de l'amour porté à la terre nourricière. Il dénonça au contraire le caractère nuisible de la finance internationale et l'effet pernicieux exercé par l'idéologie socialiste sur la libre entreprise individuelle. Les députés fédéraux du parti, qui formèrent une fraction commune avec le *Christlich-Sozialer Volksdienst* en 1928, et avec le DBP en 1930, tinrent par ailleurs souvent des discours antisémites et nationalistes, demandant en matière de politique extérieure l'évacuation sans condition de la Rhénanie par la France et le rattachement immédiat de la Sarre à l'Allemagne. Bien qu'hostiles au parlementarisme libéral et relativement pessimistes quant-à la capacité des partis traditionnels à saisir les problèmes des exploitants agricoles, ceux-ci firent preuve étonnamment d'un grand pragmatisme au *Reichstag*, votant tantôt comme les députés du DNVP, tantôt comme ceux du DDP et du *Zentrum*. Refusant de céder à la polarisation exacerbée du champ politique après les élections de 1930, ils se montrèrent prêts à collaborer avec l'ensemble des partis situés à la droite du SPD. Ils n'hésitèrent par ailleurs pas à soutenir ouvertement le gouvernement du chancelier Brüning lorsque celui-ci fut violemment attaqué par l'opposition antirépublicaine de Hugenberg et Seldte. Ce faisant, le CNBL s'éloigna progressivement du DNVP et du RLB, lesquels refusèrent catégoriquement de cautionner la politique agricole menée par

Martin Schiele, ministre fédéral de l'alimentation et de l'agriculture de mars 1930 à mai 1932. Rallié au CNBL après avoir porté les couleurs du parti national-allemand au *Reichstag*, cet ancien président du *Reichslandbund* se vit notamment taxé de "bolchévisme agraire" par ses amis d'hier lorsqu'il proposa, avec l'appui du chancelier Brüning, de démembrer les grands domaines hypothéqués à l'exploitation déficitaire. Sa volonté de remettre à plat le programme d'aide économique destiné aux exploitations agricoles de l'Est de la Prusse (l'*Osthilfe*) suscita d'ailleurs une telle emportement de la part des junkers que le président Hindenburg fut obligé de congédier Brüning. Ne disposant dès lors plus du soutien idéologique et logistique du RLB, le CNBL disparut par la suite du champ politique: il n'obtint plus qu'un seul député lors des élections fédérales de juillet 1932, et aucun lors de la réitération du suffrage au mois de novembre suivant. La plupart de ses électeurs se tournèrent alors vers le parti nazi, et ce d'autant plus facilement que plusieurs de ses propres cadres s'étaient rapprochés de Hitler dès la fin de l'année 1929. N'oublions pas que le *Thüringer Landbund*, qui fut la composante régionale la plus puissante du CNBL, fut la première formation à constituer un gouvernement de coalition avec le NSDAP à l'échelle d'un *Land* (gouvernement thurigeois Baum-Frick)⁶⁵. Le DNVP ayant refusé d'intégrer le CNBL dans le "front de Harzburg", coalition nationale-conservatrice située politiquement entre le DVP et le parti nazi, celui-ci renonça au final à se présenter aux élections fédérales du 5 mars 1933, lesquelles se soldèrent par le triomphe du NSDAP et l'enterrement de la démocratie. Le CNBL ne prononça cependant jamais explicitement sa dissolution, à la différence du BBMB/DBP qui mit fin à son existence le 11 avril 1933⁶⁶.

Ayant perdu confiance en la capacité des groupes d'intérêt paysans et partis politiques traditionnels à enrayer la dégradation de leur situation matérielle, les paysans allemands votèrent en majorité pour le parti nazi en 1933. Force est toutefois de constater que les différentes formations de défense rurale qui participèrent encore aux élections cette année-là résistèrent mieux à la poussée hégémonique du NSDAP que de nombreux autres groupements partisans. Ainsi le *Bauern- und Weingärtnerbund*

obtint-il encore 5,38% des suffrages au Wurtemberg à l'occasion du dernier scrutin fédéral, contre seulement 5,17% pour le DNVP et ses différents alliés, 2,17% pour le DStP héritier du DDP, et 0,70% pour le DVP. Cette relative capacité de résistance, couplée à la longévité et au réel enracinement électoral de plusieurs formations paysannes régionales, telles que le BBMB ou le *Thüringer Landbund*, fait en définitive apparaître comme douteuse l'idée longtemps défendue par le BdL –et après lui le RLB– selon laquelle un parti paysan fédéral n'aurait jamais pu être politiquement viable en Allemagne. Comme le suggère Arno Panzer⁶⁷, un tel parti aurait pourtant été en mesure de faire fructifier un potentiel électoral solide et durable –ce que ne purent cependant entreprendre le DBP et le CNBL, fondés tardivement à la veille d'une crise politique et économique majeure. Il aurait eu de surcroît le mérite de jouer un rôle stabilisateur durant les périodes de troubles. En effet, l'absence d'un parti sociétal-territorial susceptible de peser un tant soit peu sur les décisions du gouvernement de Berlin amena les paysans désespérés, aussi bien en 1918-19 qu'en 1928-29, à choisir deux options radicales: d'une part la constitution de mouvements paysans sociaux-révolutionnaires ou nationaux-populistes à l'action sans lendemain, d'autre part le ralliement de partis hors-système (USPD en 1918-19, NSDAP en 1928-30). Figura par exemple parmi les mouvements sociaux-révolutionnaires le SHBLD, et parmi les mouvements nationaux-populistes le *Landvolkbewegung* du *Bauerngeneral* Claus Heim.

Tableau 5
Résultats obtenus par le Bauern-und Weingärtnerbund aux élections
législatives de l'Etat de Wurtemberg (1920-1933)

Année d'élection	% de voix recueillies à l'échelle du Wurtemberg	Nombre de sièges obtenus à la diète d'Etat	Total des sièges de la diète
1920	17,7	18	101
1924	20,2	17	80
1928	18,1	16	80
1932	10,7	9	80
1933 ¹	5,4	3	60

1. Remodelage de la diète sur la base des résultats de l'élection du *Reichstag* de mars 1933

Tableau 6
Résultats obtenus par le Thüringer Landbund aux élections législatives de l'Etat du Thuringe (1920-1933)

Année d'élection	% de voix recueillies à l'échelle de la Thuringe	Nombre de sièges obtenus à la diète d'Etat	Total des sièges de la diète
1920	20,6	11	53
1921	19,0	10	54
1924 ¹	48,0	35	72
1927 ²	33,7	19	56
1929	16,4	9	53
1932	8,35	6	61
1933 ³	2,3	1	60

1. *Thüringer Ordnungsbund*: Landbund-DVP-DNVP-Zentrum; 2. Liste unique Landbund-DVP-DNVP-Zentrum; 3. Remodelage de la diète sur la base des résultats de l'élection du *Reichstag* de mars 1933 –*Kampffront Schwarz-Weiß-Rot* (DBP-DVP-DHP-Christlichsozialer Volksdienst): 2,3%

Après la dissolution en 1945 du *Reichsnährstand*, organisation de masse qui rassembla sous le III^e Reich l'ensemble des organisations agricoles et des individus travaillant dans le secteur primaire, la défense des intérêts du monde paysan fut pris en charge en Allemagne de l'Ouest par le *Deutscher Bauernverband*. Groupe d'intérêt rassemblant diverses organisations régionales sur une base fédérative, celui-ci existe toujours actuellement, et entretient depuis sa création des liens privilégiés avec la CDU-CSU. Il peut ainsi être considéré comme l'héritier indirect de l'Union des associations paysannes chrétiennes (*Vereinigung der christlichen Bauernvereine*), laquelle conserva sous la République de Weimar des rapports très étroits avec le *Zentrum* et le BVP.

Si aucun parti de défense du monde rural ne fut refondé après la guerre en RFA, un succédané de parti paysan vit quant-à lui le jour en Allemagne de l'Est à l'initiative de la SMAD, l'administration militaire soviétique. Fondé en avril 1948 par Ernst Goldenbaum, membre du Parti socialiste unifié (SED) ayant reçu la mission de créer une organisation politique susceptible d'intégrer la paysannerie au nouveau système, ce nouveau parti baptisé *Demokratische Bauernpartei Deutschlands* (DBD), ou Parti paysan démocratique d'Allemagne, prétendit défendre les intérêts

des petits et moyens agriculteurs à la Chambre du Peuple. Il ne participa toutefois aucunement à l'élaboration des lois, son véritable rôle étant de promouvoir le programme du Parti-Etat est-allemand auprès des cultivateurs, et notamment de les convaincre de la nécessité de procéder à la collectivisation des terres⁶⁸. Doté d'un journal quotidien, le *Deutsches Bauernecho*, le DBD rejoignit le Bloc des partis antifascistes placé sous la dépendance du SED, et contribua à faire accroire l'idée selon laquelle la RDA était un pays démocratique. Comptant 84.000 membres en 1976, 110.000 en 1985, et 125.000 en 1990⁶⁹, le DBD remplit, au même titre que les autres partis du Bloc, les trois fonctions énoncées par Hermann Weber: une fonction d'alibi destinée à camoufler la domination exclusive du SED et à simuler un minimum de débat démocratique; une fonction "*gesamtdeutsch*" de facilitation des rapports avec la RFA; et une fonction de diffusion des conceptions du SED au sein de sections précises de la population est-allemande⁷⁰. Après la chute du mur de Berlin, le parti tenta de se redéfinir en un parti néo-agrarien préoccupé d'écologie. Il ne recueillit toutefois que 2,19% des voix à l'occasion des élections libres du 18 mars 1990, ce qui ne lui permit d'obtenir que 9 sièges sur les 400 à pourvoir à la Chambre du Peuple. Ses membres et dirigeants décidèrent alors au mois de juin de rejoindre la CDU Ost, laquelle fut finalement absorbée par la CDU ouest-allemande du chancelier Kohl au mois d'octobre⁷⁰. Aucun parti paysan n'a depuis été refondé en Allemagne.

Bilan comparatif

Les caractéristiques communes des partis paysans de l'aire germanique

Un examen comparé du cadre spatio-temporel d'émergence, du programme ainsi que de la stratégie politique des différentes formations de défense rurale apparues en Suisse, en Autriche et en Allemagne, permet de mettre en évidence un certain nombre de caractéristiques propres à l'ensemble des partis paysans de l'aire germanique. Isolées par la pensée à partir d'une sélection et d'une réinterprétation stylisée des traits jugés les plus significatifs de la réalité socio-historique précédemment décrite, ces

caractéristiques pourront être utilisées pour déterminer l'“idéal-type” des partis sociétaux-territoriaux ruralistes ayant jusqu'ici marqué la vie politique des contrées tudesques. Il conviendra dès lors de singulariser dans le verbe les observations qui suivent.

Ayant poursuivi l'action de proto-formations partisans fondées entre 1891 et 1901 –les *Bauernbünde* suisses, l'*Agrarpartei* cisleithanien, et les unions paysannes bavaroises–, les partis paysans germaniques ne réussirent à s'enraciner, en leur pays respectif, que dans un nombre limité de territoires. Ceux-ci, qui comptaient alors de nombreuses petites et moyennes exploitations agricoles, présentent la particularité d'avoir tous été marqués, à un moment ou un autre de leur histoire, par le protestantisme. Les cantons alémaniques du Plateau suisse dans lesquels s'enracina le BGB, de même que la Thuringe et la Hesse, fiefs du CNBL, ou encore le Schleswig-Holstein, centre de la SHBLD, disposent ainsi depuis plusieurs siècles d'une population en grande majorité convertie à la religion réformée. La Carinthie, la Styrie et la Haute-Autriche, régions majoritairement catholiques où parvinrent à s'implanter le DAP et LfÖ, furent quant-à elles les trois centres du protestantisme autrichien avant la très progressive victoire de la Contre-Réforme. Seule la Bavière méridionale, où s'antra le très anticlérical BBB, peut en définitive être considérée comme une région historiquement catholique. Cette notable exception ne peut cependant masquer le fait qu'il existe globalement, dans les pays germaniques, une “affinité élective” entre protestantisme et défense partisane des intérêts agrariens. Il s'agit là, selon nous, d'une corrélation indirecte qui n'est aucunement fortuite. En effet, de même que l'*ethos* protestant constitua un des déterminants causaux de la naissance du capitalisme moderne⁷², l'industrialisme qui fut une conséquence de ce dernier constitua un facteur propice à la fondation de partis paysans voué à la défense du monde rural. Les premières manifestations de l'industrialisme capitaliste ayant principalement eu lieu, au sein de l'Europe germanique, dans les territoires marqués par l'*ethos* protestant, il est donc logique que ce soit dans ces derniers qu'aient été créés la plupart des partis paysans, et même la plupart des organisations para-partisanes de

défense rurale (BdL, DBB et RLB pour l'Allemagne). Précisons toutefois que la mise en évidence de ce lien indirect entre protestantisme et défense partisane des intérêts paysans ne doit pas nous amener à élaborer une explication monofactorielle de la naissance des partis ruralistes allemands, autrichiens ou suisses. En effet, si l'éthique de la religion réformée a constitué indirectement un élément favorable à leur émergence, il n'en est en rien une cause nécessaire et suffisante. Il serait faux, par ailleurs, de considérer que les partis paysans apparus avant l'extension généralisée du modèle économique capitaliste aient tous été créés dans des contrées marquées par le protestantisme, ou que ces dernières connurent toutes des partis de défense rurale. La Grande Bretagne anglicane, qui recourut à des méthodes radicales afin d'éliminer sa paysannerie ainsi que les modes de production caractéristiques du milieu rural (que ce soit par la deuxième vague d'enclosures, l'abrogation du système de Speenhamland ou encore le vote de lois sur les grains)⁷³, n'en connut par exemple aucun.

N'ayant réussi à s'enraciner que marginalement dans les territoires catholiques –régions où la population agricole continua en majorité à apporter son soutien aux formations axiocratiques de défense religieuse, les partis paysans germaniques obtinrent des résultats électoraux *relativement* modestes, voire même insignifiants, lors des élections fédérales organisées dans leur pays respectif. Souhaitant élargir leur base socio-électorale au sein de leurs zones d'implantation, ils tentèrent alors de gagner le soutien des classes moyennes rurales et semi-rurales, et ce en se présentant comme les instances de défense de la totalité des acteurs économiques menacés par le gigantisme industriel et le grand capital. Aspirant à représenter les exploitants et ouvriers agricoles, mais aussi les artisans, commerçants et petits entrepreneurs, ils dénoncèrent dans cette optique la généralisation d'un mode de production exclusivement dominé par le marché, ainsi que la transformation de la terre et des savoir-faire humains en de simples biens marchands. La stratégie politique de Rudolf Minger fut à cet égard remarquable.

Souhaitant défendre les équilibres naturels menacés par l'expansion de la société industrielle et urbaine, les partis de défense rurale des pays

germaniques cherchèrent d'ordinaire à promouvoir une voie médiane entre libéralisme manchestérien et socialisme de type soviétique. Reprochant au capitalisme moderne de détruire les logiques d'échange et les traditions culturelles propres aux campagnes, et dénonçant l'influence nuisible de la doctrine marxiste sur la libre initiative individuelle, ils élaborèrent une idéologie sociale-ruraliste en accord avec les valeurs communautaires de la paysannerie. Cette idéologie, dont les racines sont à chercher aussi bien dans le pré-romantisme de type rousseauiste que dans la mystique "*Blut und Boden*" et le légitimisme de la droite contre-révolutionnaire, les amena notamment à défendre des positions traditionalistes et anti-modernistes. Favorables au maintien d'une politique commerciale protectionniste, ainsi qu'à l'instauration d'un monopole d'Etat pour le commerce des grains, ils condamnèrent à maintes reprises le caractère pernicieux de la finance internationale et du grand capital apatride. Considérant que les Juifs exerçaient une emprise décisive sur ces derniers, ils furent ainsi amenés, à un moment ou à un autre, à tenir des discours ouvertement antisémites. Là encore, seul le BBB fit exception. Recourant volontiers à une rhétorique ruraliste basée sur la valorisation du bon sens campagnard et la simplicité des modes de vie rustiques, ces partis paysans furent par ailleurs marqués par des préoccupations d'ordre corporatif (*ständisch*), appelant souvent de leurs vœux l'instauration de nouvelles assemblées législatives permettant de représenter le peuple par catégories socio-professionnelles. Ils s'inspirèrent ce faisant de la pensée de plusieurs représentants du catholicisme social, comme Karl von Vogelsang et Gaspard Decurtins⁷⁴.

Résolument pragmatiques, les partis paysans des pays de langue allemande n'hésitèrent pas à collaborer avec plusieurs de leurs concurrents politiques afin de faire avancer leur cause. Certains furent même amenés à coopérer avec leur adversaire héréditaire, tel le LfÖ avec le CSP, ou le BBB avec le BVP. Défendant des options relevant tantôt d'une politique de droite (défense du patrimoine, protection de la liberté d'entreprendre), tantôt d'une politique de gauche (lutte contre les effets destructeurs du capitalisme, réformisme), ils présentèrent par ailleurs la particularité de défendre un programme difficilement appréhendable à

partir de la métrique politique commune, ce qui en fit des partenaires de coalition peu compromettants politiquement. Capables de s'affranchir des lignes de conflits politiques traditionnelles, ceux de leurs cadres qui exercèrent des responsabilités ministérielles –à un niveau régional ou fédéral– firent généralement preuve d'un haut degré de compétence technique. Cela fut d'ailleurs souvent souligné avec étonnement par les gazettes, et ce dans la mesure où ils n'étaient aucunement issus des corps universitaires chargés de former ce que Bourdieu aurait appelé la "noblesse d'Etat". Mis à part le CNBL, les partis ruralistes des territoires tudesques ne comptèrent du reste qu'un faible nombre de *Doktoren* parmi leurs membres, ce qui les obligea à puiser nombre de leurs idées dans la pensée d'intellectuels se situant politiquement à la marge de leur mouvement. Ainsi le BGB bernois s'inspira-t-il des conceptions d'Ernst Laur, tandis que le BBB trouva ses intellectuels organiques en Johann Baptist Sigl et Anton Memminger.

Pragmatiques et conciliants, les partis de défense rurale des pays germaniques n'en furent pas moins exempts de dérives extrémistes. Plusieurs d'entre eux virent par exemple leur aile droite se rallier au combat national-socialiste au début des années 1930 (CNBL, LfÖ). D'autres, qui décidèrent à un moment donné de se présenter comme des forces populaires de réaction anti-système, épousèrent soit des idéaux socio-révolutionnaires teintés de régionalisme anti-centraliste (BBB, SHBLD), soit des conceptions nationales-populistes conformes aux prises de position ordinaires des formations stato-nationalistes ethniques (UDC).

Les déterminants causaux de l'émergence des partis paysans germaniques

Si l'impact socio-territorial du capitalisme industrialiste joua indéniablement un rôle essentiel dans la genèse structurale des partis paysans de l'aire germanique, il ne peut pour autant être considéré comme un facteur *causal* susceptible d'expliquer heuristiquement leur naissance. En effet, s'il est vrai que les effets exercés sur les campagnes par l'économie de marché entraînaient, directement ou indirectement, des

réactions de défense ruralistes à l'origine de la création de partis paysans, il convient d'observer que celles-ci aboutirent parfois également à la constitution de collectifs d'intérêts agricoles ou de groupes de pression paysans, soit autant de sociations qui ne furent jamais amenées à mobiliser systématiquement des soutiens électoraux en vue d'accéder au pouvoir politique. Or, la mise en évidence des déterminants causaux à l'origine de l'émergence des partis paysans doit précisément permettre d'expliquer pourquoi, dans telle région et à telle époque, certains acteurs du monde rural décidèrent de fonder une organisation ayant pour objectif d'obtenir des représentants dans les enceintes parlementaires, et non simplement un groupe d'intérêt ou de pression cherchant à influencer de l'extérieur le pouvoir d'Etat. Dans cette optique, les effets socio-territoriaux du capitalisme moderne donnent forme à une configuration sociétale qui doit être appréhendée, du point de vue politique, comme une matrice originelle des possibles, comme un ensemble de pré-conditions favorables à l'apparition de divers mouvements ruralistes, et non pas comme un cadre initial devant nécessairement aboutir à l'émergence de partis paysans. Ces derniers, comme le rappelle Hans-Jürgen Puhle⁷⁵, ne correspondent guère qu'à une seule des modalités possibles de la défense politique des intérêts du monde rural, le *lobbying* et l'action terroriste en étant par exemple d'autres. L'actualisation de cette modalité s'est en fait opérée, dans les pays germaniques, lorsque cinq déterminants causaux bien précis combinèrent simultanément leurs effets.

La première condition nécessaire à l'émergence d'un parti politique de défense rurale réside tout d'abord dans le haut degré de frustration relative éprouvé en propre par la paysannerie. Celui-ci peut procéder d'une paupérisation des cultivateurs et éleveurs consécutive à l'adoption d'une politique commerciale libre-échangiste ou à l'entrée en crise du marché national des biens agricoles –ce qui fut par exemple le cas en Allemagne au début des années 1890 et à la fin des années 1920, mais peut également résulter d'un décalage croissant entre les rétributions symboliques ordinairement attendues par les paysans et le statut socio-symbolique réel de ces derniers. Ainsi les partis agrariens zurichoïses et

bernois virent-ils le jour à la fin du premier conflit mondial, au moment même où les paysans suisses, accusés de s'enrichir démesurément grâce à la guerre, jugèrent ne pas recevoir de la population urbaine et des partis traditionnels la reconnaissance dont ils estimaient devoir bénéficier. De même, l'*Agrarpartei* cisleithanien fut fondé à une époque où s'affaiblissait grandement le degré de valorisation sociale du monde paysan au sein des centres urbains germanophones.

L'inaptitude des partis existants à défendre avec constance et conviction les intérêts du monde rural constitue un autre élément permettant de saisir la naissance des *Bauernparteien*. En effet, dans les régions où étaient enracinés de puissants partis conservateurs ou axiocratiques hostiles aux idées modernistes, les groupements et associations de paysans ne fondèrent non pas des organisations orientées vers la conquête du pouvoir d'Etat, mais des groupes de pression voués à seconder et orienter le combat politique de ces dits partis. Ainsi, la solide implantation en Prusse du DKP, parti conservateur dirigé par des junkers opposés au libéralisme économique et politique, amena les possesseurs de terre et exploitants ostelbiens à ne pas participer directement au combat politique, mais à fonder un groupe d'intérêt destiné à soutenir le DKP en lui fournissant moyens financiers, outils de propagande et militants. Au contraire, la prédominance dans les campagnes bavaroises du *Zentrum*, parti catholique rallié à la politique libérale des chanceliers Caprivi et Hohenlohe, conduisit les unions paysannes de Bavière à fonder un réel parti de défense rurale afin de faire triompher par les urnes leurs conceptions protectionnistes.

La chance d'accéder aux instances parlementaires par le biais du combat électoral représente également une donnée essentielle. Ainsi, les acteurs du monde rural ne donnèrent naissance à des partis que dans les territoires où étaient en vigueur une législation rendant possible la constitution de sociétés à but politique, ainsi qu'un droit électoral permettant à la population rurale de peser un tant soit peu sur l'issue des scrutins. Cela explique que le premier parti paysan allemand soit apparu en Bavière, et non en Prusse. De fait, le royaume Wittelsbach disposait à la fin

du XIX^e siècle d'un droit d'association en pratique peu contraignant, ainsi que d'un droit électoral relativement peu censitaire comparé à celui de ses voisins nord-allemands⁷⁶. À l'inverse, le royaume Hohenzollern recourait à un système électoral universel mais hautement inégalitaire (le système dit "des trois classes"), et était en pointe dans les mesures répressives destinées à freiner l'émergence des partis d'adhérents-militants à l'image du SPD. Notons par ailleurs que l'instauration du suffrage universel masculin et l'adoption de la représentation proportionnelle, qui eurent pour effet d'amplifier les chances de succès politique des formations ruralistes, furent généralement suivis, dans les trois pays germanophones, par l'émergence de partis paysans. L'*Agrarpartei* fut ainsi fondé au même moment que l'abolition du système des curies électives utilisé pour la désignation de la diète cisleithanienne, tandis que le parti agrarien zurichois et le *Deutschösterreichische Bauernpartei* virent le jour suite –ou plutôt grâce– à l'adoption d'un mode de scrutin proportionnel pour l'élection des députés devant respectivement siéger au parlement cantonal zurichois et au conseil national autrichien.

La valorisation de l'idée même de parti politique constitue bien sûr une condition nécessaire à la formation d'organisations paysannes vouées à la recherche d'un soutien électoral. Celle-ci ne va pourtant pas de soi. Ainsi, dans les campagnes nord-allemandes, les partis restèrent longtemps considérés comme des éléments de division de la communauté nationale, et non comme des instances de représentation de ses différentes composantes. Soupçonnés d'embrigader les individus à l'aide de représentations manichéennes de la société, mais aussi de favoriser la corruption des âmes, ils demeurèrent associés à une image négative que le DKP, puis le DNVP, s'évertuèrent à entretenir. Aussi peut-on comprendre que les petits paysans et travailleurs agricoles de l'Allemagne du Nord ne furent jamais à l'origine de la création d'un parti ruraliste (mise à part l'éphémère SHBLD), et qu'ils préférèrent rejoindre le BdL et le RLB, à savoir ces groupes de pression dominés par des hobereaux hostiles à la structuration de la vie politique autour d'une logique partisane. Les collectifs de paysans suisses ne furent quant-à eux pas aussi méfiants à

l'égard de la forme même de parti politique, de sorte qu'ils se rallièrent volontiers à ce type particulier de sociation. Et si Ernst Laur les désapprouva, ce fut bien plus pour des raisons d'efficacité stratégique que sur la base d'un rejet catégorique du fait partisan.

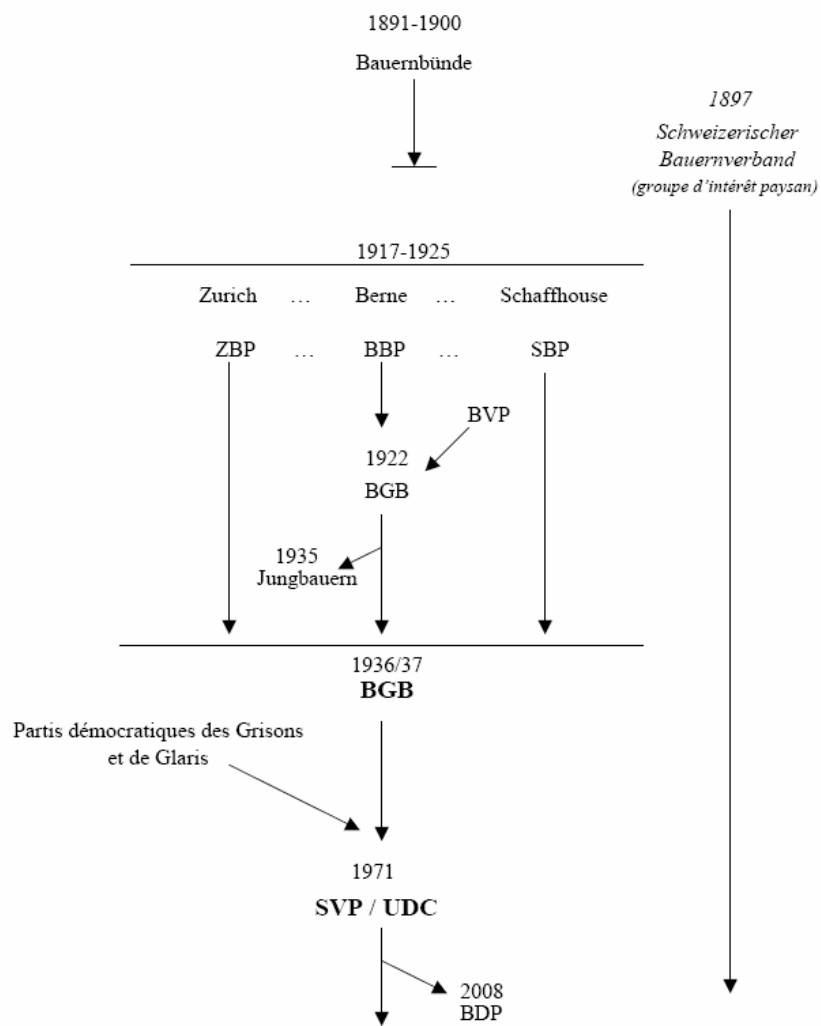
L'existence d'une classe d'agriculteurs moyens indépendants économiquement et dotés d'un minimum d'instruction demeure enfin un des facteurs essentiels de la naissance des partis paysans dans les différentes contrées germaniques. Soustraits à d'éventuelles repréailles de nature pécuniaire, et conscients de l'unité de classe de la paysannerie en raison de la spécificité de ses conditions économiques de subsistance, ces agriculteurs situés socialement entre les ouvriers agricoles et les grands exploitants portèrent en effet systématiquement les projets destinés à donner naissance à un parti ruraliste de défense paysanne. Dans les territoires où cette classe d'agriculteurs moyens fit défaut, comme ce fut par exemple le cas en Prusse orientale, le mouvement de défense rurale, placé ordinairement sous la direction des grands propriétaires terriens, et exceptionnellenent sous celle du prolétariat agricole, déboucha soit sur la naissance de grands groupes de pression contrôlés par des notables favorables aux partis anti-progressistes, soit sur la constitution de conseils de paysans sociaux-révolutionnaires animés par des travailleurs agricoles miséreux.

Les déterminants explicatifs permettant de rendre compte du succès politique différentiel des partis paysans germaniques sont quant-à eux plus nombreux, et dotés d'un coefficient de prédictibilité plus faible. Parmi eux figurent le degré d'opérationnalité stratégique de la ligne politique choisie, la capacité du parti à se prémunir des tentatives de dissidence et de scission, l'existence ou non d'un parti concurrent prétendant défendre les intérêts des classes moyennes (à l'instar du *Wirtschaftspartei* allemand), mais aussi le degré d'homogénéité de la structure agraire du pays. En effet, l'existence d'une forte disparité entre la taille des exploitations et les modes de production agricoles d'un même pays eurent pour conséquence d'attiser les antagonismes à l'intérieur du camp agrarien, et donc d'affaiblir ce dernier. De même, l'absence d'unité confessionnelle et linguistique au sein

d'un Etat handicapé grandement les partis paysans, lesquels ne réussirent que très difficilement à franchir la barrière des religions et des langues. Les partis de défense rurale comptèrent de la sorte parmi les formations politiques les moins à même de dépasser les dissemblances culturelles et culturelles caractéristiques des pays de langue allemande.

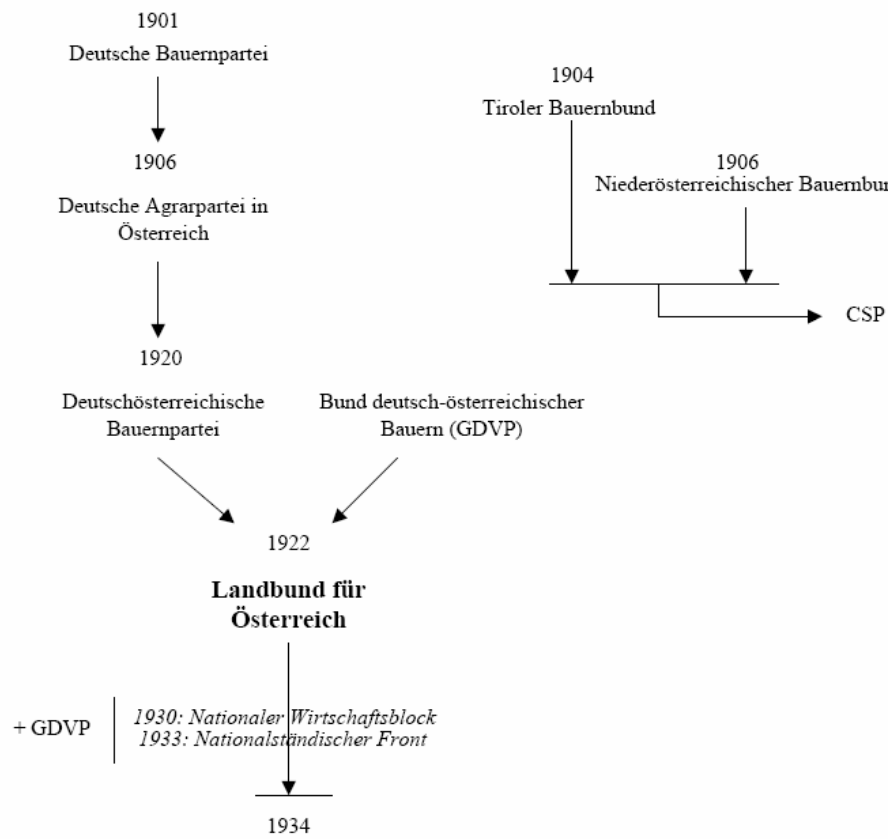
Annexe 1

Les partis agrariens suisses



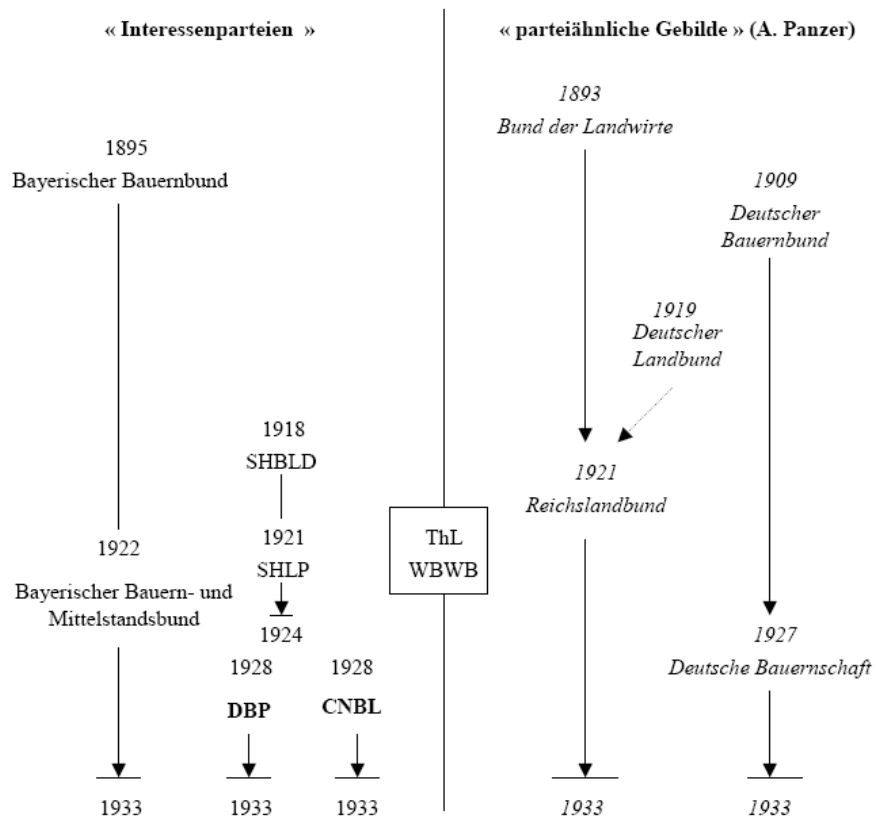
Annexe 2

Les partis paysans austro-danubiens et autrichiens



Annexe 3

Les partis paysans allemands (1895-1933)



Notes

1. H.-J. Puhle: "Warum gibt es in Westeuropa keine Bauernparteien? Zum politischen Potential des Agrarsektors in Frankreich und Spanien" in H. Gollwitzer (dir.): *Europäische Bauernparteien im 20. Jahrhundert*, Quellen und Forschungen zur Agrargeschichte, vol. 29, Stuttgart/New York, Gustav Fischer Verlag, 1977, pp. 603-667.
2. Voir R. Clozier: *L'économie de l'Europe centrale germanique*, Paris, PUF, 1947, pp. 11-13.
3. Sur les partis sociétaux-territoriaux et les différentes déclinaisons du clivage marché/nature, voir la somme indispensable de D.-L. Seiler: *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003, pp. 151-161. Voir également l'article canonique de Seymour Lipset et Stein Rokkan que mobilise Daniel-Louis Seiler: S.M. Lipset; S. ROKKAN: "Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction" in S.M. Lipset; S. Rokkan (eds.): *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, The Free Press, 1967, pp. 1-64.
4. L'ouvrage sur les partis paysans publié en 1977 sous la direction de Heinz Gollwitzer accorda pour la première fois une place de choix aux partis de défense rurale germaniques. Cf. H. Gollwitzer (dir.): *op. cit.*, pp. 507-602.
5. Nous abordons ici en premier le cas de la Suisse, car il s'agit du pays de l'Europe germanique où les partis de défense rurale eurent la plus grande influence politique. Inversement, l'Allemagne sera traitée en dernier car les partis paysans y furent les moins puissants.
6. K. Keller: *Die Bauernsklaverei der Neuzeit oder die Bauern im Kampfe mit den Federhelden: ein Aufruf an die Landwirthe zur Bildung eines schweizerischen Bauernbundes*, Zurich, Keller's Verlag, 1892 [1889].
7. Sur la Ligue paysanne zurichoise, voir J. Ammann: *Der zürcherische Bauernbund (1891-1904): ein Beitrag zur Bauernbewegung im Kanton Zürich*, Zurich, Müller, Werder & Co., 1925.
8. Voir la partie introductive de W. Baumann, *Bauernstand und Bürgerblock: Ernst Laur und der Schweizerische Bauernverband 1897-1918*, Zurich, Orell Füssli, 1993.
9. Sur l'Union suisse des paysans, voir W. Baumann: *op. cit.*, et H. Simmler: *Bauer und Arbeiter in der Schweiz in verbandlicher, politischer und ideologischer Sicht*, Winterthur, P.G. Keller, 1966.
10. Cf. K. Marx: *Misères de la philosophie* [1847] in *Œuvres I*, Gallimard, Coll. La Pléiade, 1977, pp. 134-135.
11. Voir B. Junker: "Bauernparteien in der Schweiz" in H. Gollwitzer (dir.): *op. cit.*, pp. 507-523, ici p. 508.

12. Pour une biographie de Minger, consulter H. Wahlen: *Bundesrat Rudolf Minger 1881-1955: Bauer und Staatsmann*, Berne, Verbandsdruckerei, 1965.
13. Sur les prémices du Parti zurichois des paysans, se reporter à J. Ammann: *op. cit.*
14. B. Junker: *op. cit.*, p. 515.
15. Sur le BGB bernois, voir B. Junker; R. Maurer: *Kampf und Verantwortung. Bernische Bauern-, Gewerbe-, und Bürgerpartei 1918-1968*, Berne, Kommissionsverlag Verbandsdr, 1968.
16. Pour une présentation détaillée des scores électoraux obtenus par le BGB bernois durant ses premières années d'existence, voir B. Junker: *Die Bauern auf dem Wege zur Politik. Die Entstehung der bernischen Bauern-, Gewerbe-, und Bürgerpartei*, Berne, Francke Verlag, 1968.
17. Les partis agrariens désirèrent toutefois soumettre le commerce des céréales à un monopole d'Etat, et soutinrent avec les socialistes le projet de loi qui, allant dans ce sens, fut soumis à votation le 5 décembre 1926. Celui-ci fut rejeté. Cf. B. Junker: "Bauernparteien in der Schweiz": *op. cit.*, p. 517.
18. E. Laur: *Die schweizerische Bauernpolitik im Lichte einer höheren Lebensauffassung*, Brugg, Verlag des Schweiz. Bauernverbandes, 1918. Voir aussi E. LAUR, *Erinnerungen eines schweizerischen Bauernführers: ein Beitrag zur schweizerischen Wirtschaftsgeschichte*, Berne, Buchverlag Verbandsdruckerei, 1942.
19. Deux députés ayant rejoint en 1919 les 29 élus du camp agrarien, la fraction des Paysans, Artisans et Bourgeois compta 31 membres sous la première législature fédérale ayant suivi la Première Guerre mondiale.
20. Pour une histoire du *Bauernheimatbewegung*, lire R. Riesen: *Die schweizerische Bauernheimatbewegung (Jungbauern). Die Entwicklung von den Anfängen bis 1947 unter der Führung von Hans Müller*, Berne, Francke, 1972.
21. Cf. B. Junker: "Bauernparteien in der Schweiz": *op. cit.*, p. 522.
22. E. Laur: *Erinnerungen*, *op. cit.*; voir aussi E. Laur, 1871-1964. Ein Leben für den Bauernstand: ein Beitrag zur schweizerischen Wirtschaftsgeschichte von 1890 bis 1960, Aarau, Wirz, 1971.
23. H. Mendras: *La fin des paysans: changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, Paris, Armand Colin, Coll. U2, 1970.
24. O. Kirchheimer: "The Transformation of the Western European Party Systems" in J. Lapalombara et M. Weiner (eds.): *Political Parties and Political Development*, Princeton N.J., Princeton University Press, pp. 177-200.
25. Voir O. Mazzoleni: *Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la 'nouvelle' UDC*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, Coll. Le savoir suisse, 2003.

26. Sur l'essor électoral de l'UDC du début des années quatre-vingt-dix à 2003, se reporter à H. Kriesi et al.: *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*, Zurich, NZZ-Verlag, 2005.
27. Cf. S. Steinmo; K. Thelen: "Historical Institutionalism in Comparative Politics" in S. Steinmo; K. Thelen; F. Longstreth (eds.): *Structuring Politics: Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, New York, Cambridge University Press, 1992, pp. 1-32 et A. Panebianco: *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988.
28. A. O. Hirschman, *Exit, voice and loyalty: responses to decline in firms, organizations and states*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970.
29. Les partis sociétaires, issus des clivages travailleurs/possédants et marché/nature, et donc des contradictions nées de ce que Stein Rokkan appelle la "révolution industrielle", présentent en effet la particularité de posséder une base dominée par un groupe socio-économique particulier. Sur ces partis, voir D.-L. Seiler: *op. cit.*, pp. 45-69 et 105-161.
30. H.-P. Meier-Dallach; S. Hohermuth; T. Walter: *Isola elvetica: Das Bild Schweiz im Zeitalter der Globalisierung* (Eidgenössische Jugend- und Rekrutenbefragungen ch.-x. Wissenschaftliche Reihe, Vol. 17), Zurich, Verlag Rüegger, 2003.
31. Oscar Mazzoleni constate de même que "la prise en compte simultanée de l'origine historique et des prises de position actuelles conduit à des "incohérences" qui font obstacle à la tentative de labelliser et de définir le parti de manière univoque" ". Il ajoute que "l'autonomie cantonale, ainsi que la persistance de courants qui ne s'inscrivent pas dans la logique de la radicalisation [...] freinent également la quête d'une labellisation "univoque" de ce parti". (O. MAZZOLENI, "Définir le parti: un enjeu scientifique et politique", in O.MAZZOLENI, P. GOTTRAUX, C. PECHU, *L'Union Démocratique du Centre: un parti, son action, ses soutiens*, Lausanne, Antipodes, Coll. Le livre politique – CRAPUL, pp. 17-47, ici pp. 23 et 25.
32. "On considère qu'il y a *réalignement* d'un parti, lorsque son histoire est marquée par une rupture entre le clivage originel qui lui donna naissance et sa base sociale. Une crise résolue par un changement d'alignement du parti, confirmé par un réalignement électoral qui se traduit par un changement durable des rapports de force électoraux". (D.-L. Seiler: *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 2000, 2^{ème} éd., p. 81).
33. Pour qualifier l'UDC, Kitschelt utilise le terme de "droite radicale", Ignazi celui d'"extrême droite", tandis que Betz parle de "populisme radical de droite". Cf. H. Kitschelt: *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995 et A.J. McGann et H. Kitschelt: "The Radical Right in the Alps. Evolution of Support for the Swiss SVP and Austrian FPÖ", *Party Politics*, 2/2005, pp. 147-171; P. Ignazi: *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2004; H.-G. Betz: *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York, St. Martin's Press, 1994, et H.-G. Betz: "Exclusionary Populism in Austria, Italy and

- Switzerland”, *International Journal*, n. 56, 2001, pp. 393-420. Pour une position proche de celle de Betz, voir Oliver Geden qui utilise le concept de “populisme de droite”: O. Geden: “Identitätsdiskurs und politische Macht. Die rechtspopulistische Mobilisierung von Ethnozentrismus im Spannungsfeld von Oppositionspolitik und Regierung am Beispiel von FPÖ und SVP” in S. Frölich-Steffen et L. Rensmann (dir.): *Populisten an der Macht. Populistische Regierungsparteien in West- und Osteuropa*, Vienne, Braumüller-Verlag, pp. 69-83.
34. Sur le consociativisme autrichien à partir de 1919 et sa relative parenté avec les sociétés plurales des pays du Bénélux, voir V.L. Lorwin: “Segmented Pluralism”, *Comparative Politics*, tome 1, 1971, pp. 141-175. Sur les démocraties consociatives en général, voir A. Lijphart: *Democracy in plural societies, a comparative exploration*, New Haven, Yale University Press, 1977, et A. Lijphart: *Democracies: patterns of majoritarian and consensus government in twenty-one countries*, New Haven, Yale University Press, 1984.
 35. Sur la distinction entre fonctions manifestes et fonctions latentes, voir le classique de R.K. Merton: *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Plon, Paris, 1965 [1957], p. 102 sq.
 36. Schönerer fit en effet des études d’agronomie et prôna une défense énergique de la paysannerie lors de la rédaction en 1882 du programme de Linz. Voir à ce sujet la courte et excellente biographie du “châtelain de Rosenau” réalisée par F. TRISCHLER, *Georg von Schönerer (1842-1921) –eine österreichische Tragödie*, Stronsdorf, KFM-Verlag, 1992.
 37. T. Kraus: *Die Entstehung des ‘Niederösterreichischen Bauernbundes’*, Thèse, Vienne, 1950.
 38. A. Wandruszka: “Der ‘Landbund für Österreich’” in H. Gollwitzer (dir.): *op. cit.*, pp. 587-602, ici p. 591.
 39. *Ibid.*
 40. Viktor Waldner occupa peu avant l’élection de l’assemblée constituante une position importante, puisqu’il fut, d’octobre 1918 à février 1919, président de l’assemblée provisoire de la République d’Autriche allemande. Le fait que ce poste lui ait été attribué est révélateur de l’implantation de l’*Agrarpartei* dans la Cisleithanie *germanique* d’avant-guerre. Contrairement au SDAP et au CSP qui ne purent franchir les limites de la Cisleithanie *autrichienne*, l’*Agrarpartei* de Waldner réussit en effet à s’enraciner, modestement mais sûrement, dans presque tous les territoires archéo-allemands de l’Empire (Bucovine, Moravie,...).
 41. Cf. A. Gasselich: “Landbund für Österreich” in K. Wache (dir.): *Deutscher Geist in Österreich: ein Handbuch des völkischen Lebens der Ostmark*, Dornbirn, Burton, 1933.
 42. Pour le texte complet du programme de Klagenfurt –et des autres programmes émis par les partis politiques de l’époque, se reporter à K.

- Berchtold (dir.): *Österreichische Parteiprogramme 1868-1966*, Verlag für Geschichte und Politik, Vienne, 1967.
43. Sur Schumy, voir U. Benedikt: *Vinzenz Schumy 1878-1962, eine politische Biographie*, Thèse, Vienne, 1966.
 44. Pour des détails biographiques concernant Bachinger, consulter H. H. Strohl: *Der Landbundpolitiker Franz Bachinger (1892-1938)*, Thèse, Vienne, 1966.
 45. A. Wandruszka: *op. cit.*, p. 599.
 46. A noter que Franz Bachinger fut soupçonné à tort de collusion avec les nazis, et de la sorte injustement condamné à une peine de réclusion pour cause de "haute trahison". Cf. H.H. Strohl: *op. cit.*
 47. A. Panzer: "Parteipolitische Ansätze der deutschen Bauernbewegung bis 1933" in H. Gollwitzer (dir.): *op. cit.*, pp. 524-561, ici p. 525.
 48. La loi Hohenlohe de 1899 mettra fin à cette interdiction. Voir à ce sujet A. Wahl: *Les forces politiques en Allemagne XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, Coll. U, 1999, p. 154.
 49. Introduit en Prusse en 1849, le système électoral des trois classes permit d'instaurer un semblant de suffrage universel tout en préservant un système politique dominé par les plus fortunés. Pour une présentation claire du *Dreiklassenwahlrecht*, se reporter à A. Wahl: *op. cit.*, p. 57.
 50. Cité par A. Panzer: *op. cit.*, p. 527.
 51. Voir la partie "Staatsverwaltung und Interessenverbände im Deutschen Reich" de W. Fischer: *Wirtschaft und Gesellschaft im Zeitalter der Industrialisierung: Aufsätze, Studien, Vorträge*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1972, p. 200.
 52. Panzer utilise également cette expression pour désigner le *Deutsche Bauernbund*, organisation créée en 1909 à l'initiative du Parti national-libéral et du *Hansabund*. Cf. A. Panzer: *op. cit.*, p. 529.
 53. H.-J. Puhle: "Radikalisierung und Wandel des deutschen Konservatismus vor dem ersten Weltkrieg" in G.A. Ritter (dir.): *Deutsche Parteien vor 1918*, Cologne, 1973, pp. 165-186.
 54. Sur le BdL, voir l'ouvrage de H.-J. Puhle: *Agrarische Interessenpolitik und preußischer Konservatismus im wilhelminischen Reich (1893-1914)*, Hanovre, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1966. Sur le DBB, voir la brochure très partielle jadis publiée par le Reichslandbund, (Hrsg.), *Deutscher Bauernbund und Reichs-Landbund* (Schriftenvertrieb des Reichs-Landbundes; 12), Berlin, 1923.
 55. Sur la naissance du BBB, voir H. Bergmann: *Der Bayerische Bauernbund und der bayerische christliche Bauernverein 1919-1928* (Schriftenreihe zur bayerischen Landesgeschichte 81), München, Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1986, pp. 17-18.

56. H. Haushofer: "Der Bayerische Bauernbund (1893-1933)" in H. Gollwitzer (dir.): *op. cit.*, pp. 562-586, ici p. 566.
57. Les différents programmes du BBB sont reproduits dans: A. Hundhammer: *Geschichte des Bayerischen Bauernbundes*, München, Dr. F. A. Pfeiffer & Co., 1924, pp. 217-243.
58. Certains membres et dirigeants du *Fränkischer Bauernbund* rejoignirent également le BdL. Cf. H. Bergmann: *op. cit.*, p. 18.
59. A. Memminger: *Zur Geschichte der Bauernlasten mit besonderer Beziehung auf Bayern*, Würzburg, Memminger's Buchdr. u. Verl.-Anst., 1900.
60. Sur le *Schleswig-Holsteinische Landespartei* et son évolution, se reporter à R. Heberle: *Landbevölkerung und Nationalsozialismus. Eine soziologische Untersuchung der politischen Willensbildung in Schleswig-Holstein 1918-1932*, Stuttgart, Dt. Verl.-Anst., 1963.
61. Sur le *Reichslandbund*, voir W. T. Angress: "The Political Role of the Peasantry in the Weimarer Republic", *The Review of Politics*, University of Notre Dame, n. 3, vol. 21, juillet 1959, pp. 530-549.
62. Le BBB comptait environ 50.000 membres en février 1921. Cf. H. Bergmann: *op. cit.*, pp. 29-30.
63. W. Fritsch: "Deutsche Bauernschaft (DBs) 1927-1933" in D. Fricke et al. (dir.): *Lexikon zur Parteien-geschichte. Die bürgerlichen und kleinbürgerlichen Parteien und Verbände in Deutschland (1789-1945)*, Tome 1, Cologne/Leipzig, Bibliogr. Inst., 1983, pp. 570-573.
64. Cette nébuleuse radicale constitua le noyau organisationnel du *Landvolkbewegung*. Voir à ce sujet L. FAHLBUSCH, "Landvolkbewegung 1928-1932" in D. Fricke et al. (dir.): *op. cit.*, tome 3, pp. 347-353. Voir également S. Heim: *Die Landvolkbewegung in Schleswig-Holstein 1928/29—Eine Analyse ihrer sozial-ökonomischen Entstehungsbedingungen und politischen Aktionsformen*, mémoire de science politique, Université de Hambourg, 1980.
65. G. Dressel: *Der Thüringer Landbund-Agrarischer Verband als politische Partei in Thüringen 1919-1933* (Schriften zur Geschichte des Parlamentarismus in Thüringen, n. 12), Weimar, Thüringer Landtag-Wartburg Verlag, 1998, pp. 56-64 et 81-86.
66. Sur le CNBL, voir A. Panzer: *op. cit.*, pp. 533-538, et W. Methfessel: "CNBL" in D. Fricke et al. (dir.): *op. cit.*, tome 1, pp. 241-244.
67. A. Panzer: *op. cit.*, p. 540.
68. Cf. B. Wernet-Tietz: *Bauernverband und Bauernpartei in der DDR. Die VdgB und die DBD 1945-1952. Ein Beitrag zum Wandlungsprozeß des Parteiensystems der SBZ/DDR*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1984.

69. A. Wahl: *op. cit.*, p. 329.
70. Voir H. Weber: *Geschichte der DDR*, Erfstadt, Area Verlag, 2004.
71. Sur l'histoire du DBD, se reporter à H. Reichelt: *Blockflöte, oder was? Zur Geschichte der Demokratischen Bauernpartei Deutschlands (DBD) 1948 bis 1990*, Berlin, Ed. Ost, 1997. Voir également T. BAUER, *Blockpartei und Agrarrevolution von oben: die Demokratische Bauernpartei Deutschlands 1948-1963* (Studien zur Zeitgeschichte, Vol. 64), Munich, Oldenbourg, 2003.
72. Voir W. Sombart: *Der moderne Kapitalismus*, 2 Vol., Leipzig, Duncker & Humblot, 1902, et bien sûr l'incontournable M. Weber: *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905), Paris, Plon, Agora, 1964.
73. Voir à ce sujet K. Polanyi: *La grande transformation*, Paris, Gallimard, Coll. NRF, 1983.
74. Sur l'apport de ces deux penseurs, voir E. J. Görlich: *Karl von Vogelsang. Ein Mann kämpft für die soziale Gerechtigkeit*, Wien-Passau, Veritas-Verlag, 1968, et K FRY, *Kaspar Decurtins. Der Löwe von Truns 1855-1916*, Zurich, Thomas-Verlag, 1949.
75. H.-J. Puhle: "Warum gibt es in Westeuropa keine Bauernparteien?": *op. cit.*, p. 605.
76. De 1881 à 1912, un tiers des sujets bavarois de sexe masculin âgés de plus de 21 ans était doté du droit de vote. Les cultivateurs bavarois étant souvent à la tête de petites exploitations indépendantes économiquement, une part non négligeable d'entre eux s'acquittait du cens. Voir M. TREML, "Königreich Bayern (1806-1918)" in M. Treml (dir.): *Geschichte des modernen Bayern*, Munich, Bayerische Landeszentrale für politische Bildungsarbeit, 2000, p. 97.